

# ***l'Anti*capitaliste**

n°447 | 18 octobre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**NOUVEAU  
GOUVERNEMENT  
MÊMES  
ATTAQUES**



**DÉFENDONS  
NOS RETRAITES  
PAS LEURS PROFITS**

## **Dossier**

**CHANGEONS  
LE SYSTÈME, PAS  
LE CLIMAT!** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Rien changer pour que rien ne change...

Page 2

## **PREMIER PLAN**

Allemagne: manifestation spectaculaire à Berlin contre le racisme Page 2



## **ACTU INTERNATIONALE**

Élections au Brésil: de quoi Bolsonaro est-il le nom?

Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec des grévistes de l'hôtel de luxe Park Hyatt Paris-Vendôme Page 12



Par MANU BICHINDARITZ

## Rien changer pour que rien ne change...

Si l'on aime les feuilletons, on pourra se délecter de cette rentrée gouvernementale, à condition toutefois de ne pas être trop regardant sur la qualité... Après les épisodes Hulot-De Rugy au ministère de la Transition écologique et solidaire, et le rebondissement inattendu du départ de Collomb, le dernier remaniement confirme la tendance lourde de cette bien mauvaise série.

Il y a d'abord le manque d'inspiration de scénaristes qui se prennent joyeusement les pieds dans le tapis : les surprises produisent toujours leurs petits effets auprès du public, à condition d'avoir été bien préparées... De ce point de vue, les départs fracassants de Hulot et de Collomb ont un peu pris de court le pouvoir lui-même, et la forme même de ces annonces (un « moment de grâce » à la radio pour le premier, un bras de fer gagné contre le président lui-même pour le second) est l'illustration qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de la Macronie. Car, après à peine plus d'un an d'exercice du pouvoir, les héros du capitalisme triomphant sont fatigués et ne font plus rêver grand monde, sauf les politiciens les plus opportunistes venus de gauche et de droite.

Que l'on se rassure, il reste quand même quelques « personnalités » toujours disponibles pour démarrer une brillante carrière politique sous le signe de Jupiter. Ainsi, dans la distribution de cette dernière saison arrivée sur nos écrans avec deux semaines de retard, on aura plaisir à découvrir en secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire... la directrice des affaires publiques de Danone Emmanuelle Wargon. En d'autres termes, une grande spécialiste du lobbying ! Laurent Nuñez, le super-patron du renseignement (DGS) devient quant à lui le bras droit de Christophe Castaner, le tout nouveau ministre de l'Intérieur, champion incontesté du jeu de chaises musicales depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. Et au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation débarque donc l'ex-sénateur PS Didier Guillaume... quelques mois après avoir « décidé de quitter la vie politique » ! En voilà un qui s'y connaît côté mangeoire ! De beaux pedigrees et de brillants parcours qui ne doivent pas nous faire oublier l'essentiel : si le casting change (mais si peu), leur triste scénario n'a, lui, pas bougé d'un iota. Il nous revient donc d'en arracher les pages pour en écrire de nouvelles.

## À la Une

# Nouveau gouvernement, mêmes attaques Défendons nos retraites, pas leurs profits

*La baisse des dépenses publiques est une obsession du patronat, reprise à son compte par Macron. Après avoir déclaré « on met un pognon de dingue dans des minima sociaux, [...] et sur la santé c'est pareil », il est passé à l'acte avec les plans pauvreté et santé, et il persévère dans sa recherche d'économie à tout prix en voulant détruire le système actuel de retraite pour le remplacer par un régime universel par points.*

La mission a été confiée, il y a un an, à Jean-Paul Delevoye, issu de l'UMP, nommé Haut commissaire à la réforme des retraites. Pour les capitalistes, les 300 milliards d'euros dépensés chaque année pour payer les retraités sont un gâchis considérable, car ce sont des fonds qui échappent aux circuits financiers. Ils veulent « contenir la progression des dépenses » et ensuite les diminuer, alors que ce budget doit augmenter. Le montant moyen des pensions versées aux 16 millions de retraités est de 1376 euros brut par mois avec des inégalités importantes, plus particulièrement entre les hommes et les femmes qui touchent 1050 euros brut, 39% de moins que les hommes qui eux touchent 1730 euros brut.<sup>1</sup>

### Quelques annonces et beaucoup de frous

Delevoye a confirmé la suppression de tous les régimes actuels, qui devraient être remplacés par un seul régime par points. Les retraites ne seront plus calculées sur les 25 meilleures années dans le privé ou les 6 derniers mois dans le public, mais sur la totalité de la carrière, incluant les périodes avec de bas salaires, ce qui aura pour conséquence une baisse importante des pensions pour la plupart des retraités et plus particulièrement pour ceux et celles qui ont des carrières hachées. Les femmes seraient à nouveau pénalisées. Mais Delevoye s'est voulu rassurant : il devrait être tenu compte des périodes sans activité professionnelle (chômage, maladie, maternité...), les pensions de réversion (versées aux veuves et veufs) et la retraite minimum seraient maintenues, une bonification serait attribuée dès le premier enfant et non plus dès le



troisième... Mais aucune précision n'a été apportée sur les modalités d'attribution de ces mesures. Et il n'a pas dit comment et par qui sera déterminée la valeur du point. Or, comme l'a écrit la CGT à l'issue de la réunion, « quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup ». Ainsi Delevoye a affirmé que l'âge légal de départ resterait fixé à 62 ans mais il n'a pas rappelé qu'il envisage d'appliquer une décote jusqu'à un âge dit « pivot ». Entre l'âge légal et l'âge pivot, le montant de la pension serait minoré. Quant au ministre des Finances, Bruno Le Maire, il a dit par ailleurs que les pensions de réversion devaient être réservées à ceux qui ont les niveaux de retraite les plus faibles. Delevoye envisage de plafonner le montant de la cotisation de retraite à trois fois le plafond de la sécu, soit aux salaires de 10 000 euros en 2018. Au-delà d'un régime par capitalisation obligatoire serait créé pour les hauts revenus. Un moyen d'introduire ce type de système, qui aurait vocation à se développer...

### Les retraites complémentaires à l'avant-garde des contre-réformes

En 1995, des négociations, dans le cadre des régimes complémentaires de retraites des salariés du privé (AGIRC et ARRCO), ont abouti à un accord signé par la CFDT, la CFTEC, la CGC et le MEDEF. Le gouvernement a suivi pas à pas les négociations. Le cadre était contraint, il fallait aboutir à l'équilibre des comptes sans augmenter les ressources. Les mesures devaient porter exclusivement sur l'âge de départ à la retraite et sur le montant des prestations. Ainsi, il a été décidé que l'âge de départ légal serait déconnecté de l'âge de départ réel. Dès 2019, un salarié avec toutes ses annuités qui voudrait partir à 62 ans aura sa retraite complémentaire amputée de 10% pendant trois ans. Il bénéficiera de sa pension sans décote seulement à 65 ans. Le départ à 62 ans devient fictif pour la plupart des retraités...

Le montant des cotisations accumulées durant la carrière est converti en

nombre de points. Ce nombre dépend du salaire et des cotisations. L'accord stipule que, pendant au minimum trois ans, la valeur de ce point (son prix d'achat) devra augmenter plus vite que les salaires. Les salariés recevront moins de points et, en conséquence, les pensions complémentaires seront diminuées. L'accord stipule que la valeur du point pour calculer le montant de la pension (le prix de vente) évoluera d'un pourcentage inférieur à l'évolution des prix à la consommation. Les pensions n'augmenteront donc pas.

### Ni statu quo ni contre-réforme : retraite à 60 ans et continuité du salaire!

Le droit à une retraite décente est en régression depuis 25 ans. En 1993, la durée de cotisation dans le privé pour bénéficier de la retraite à taux plein est passée de 37,5 à 40 ans, et le calcul de la pension des 10 aux 25 meilleures années. Les règles de départ de la fonction publique ont été alignées, en 2003, sur le privé. En 2008, c'était le tour des régimes spéciaux (SNCF notamment). En 2010, l'âge de départ à la retraite a été porté de 60 à 62 ans à partir de 2018. Et maintenant Macron veut frapper beaucoup plus fort, en démolissant totalement le système de retraite construit de 1945 jusqu'aux années 1980.

Il est néanmoins possible de faire reculer le pouvoir. En novembre-décembre 1995, des grèves d'ampleur et le blocage du pays ont fait reculer le gouvernement qui a retiré les ordonnances s'attaquant aux retraites. Ce n'est pas par la concertation que l'on pourra reconquérir nos retraites à 60 ans et au niveau de notre salaire, c'est par la mobilisation générale!

S. Bernard

<sup>1</sup> - Chiffres de 2015 (Source DREES).

## ALLEMAGNE

# Manifestation spectaculaire à Berlin contre le racisme

250 000 personnes ont manifesté samedi dernier à Berlin contre le racisme et pour la solidarité avec les migrants. Cette affluence a dépassé les espoirs des organisateurs, au départ des avocats travaillant à la défense des migrants, qui avaient annoncé ce rassemblement dès la fin août. Dans le cortège, très jeune mais pas seulement, la tonalité était « citoyenne » : on pouvait lire sur les pancartes « Pour une société ouverte et libre », « Le sauvetage en mer n'est pas un crime »...

Un collectif #Unteilbar (« Indivisibles ») s'était constitué, qui a grossi pour finalement rassembler 450 associations

de tailles et caractères très divers – ONG, associations de handicapés, collectifs d'aide aux migrants et pro-asile, associations de locataires,

petits cafés alternatifs, groupes de théâtre... Il avait déjà réuni des milliers de personnes à Hambourg et Munich les semaines précédentes.

### Un cortège chaleureux et déterminé

Des groupes de syndicats locaux, dont celui de l'éducation et quelques-uns de l'IG-Metall, s'étaient ralliés à la manifestation berlinoise, ainsi que des grévistes de Ryanair, des personnalités... mais pas de partis politiques. Sahra Wagenknecht, figure de Die Linke et du nouveau mouvement « Aufstehen », qui voudrait copier la FI de Mélenchon, n'avait pas appelé au

nom de son opposition à l'ouverture des frontières. Mais beaucoup de ses partisans, antiracistes, étaient dans la manifestation. Un cortège compact et débordant, chaleureux et déterminé. Joyeux aussi. Avec en particulier beaucoup de slogans contre Horst Seehofer, ministre de l'Intérieur, membre de la branche bavaroise CSU du parti CDU de Angela Merkel, qui s'illustre par ses propos anti-migrants (« L'immigration est la mère de tous les problèmes ») et a même déclaré récemment, face aux mobilisations musclées et chasses à l'étranger par l'extrême droite à Chemnitz en Saxe, que s'il n'avait pas été ministre, il aurait manifesté à leur côté...

### Se faire entendre à la veille des élections de Bavière

Il s'agissait évidemment pour les manifestants de répondre aux

## BIEN DIT

« La Société des journalistes de France 2 apporte son soutien à l'équipe d'Envoyé spécial et aux auteurs du reportage "Gaza, une jeunesse estropiée" diffusé hier soir. Cible de critiques avant même sa diffusion, le travail journalistique réalisé est irréprochable. »

SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DE FRANCE 2, 12 octobre 2018, dénonçant les pressions exercées sur France Télévisions par – entre autres – l'ambassade d'Israël et le Crif, qui demandaient la déprogrammation d'un reportage sur Gaza.

# Un monde à changer

**UN CASSE À 10 MILLIARDS D'EUROS.** Stéphanie Gibaud dirigeait le «marketing événementiel» d'UBS France (c'est-à-dire la filiale française de l'Union des banques suisses, la plus importante des banques helvétiques) entre 2000 et 2008. Son travail : inviter au tournoi de tennis de Roland-Garros, sur les parcours de golf, à l'opéra, dans des galas... les grandes fortunes françaises, les célébrités, les professions libérales, etc. En liaison avec des chargés d'affaires de la banque, français ou venus directement de Suisse, il s'agissait en fait de profiter de ces événements pour faire miroiter les avantages d'un compte discret en Suisse.

En 2008, Stéphanie Gibaud en a eu assez de faire ce travail et, avec un autre collègue, a dévoilé les rouages du système. Elle a été non seulement licenciée mais traitée d'affabulatrice par la banque et les avocats de celle-ci. UBS avait mis au point une comptabilité secrète destinée à enregistrer des ouvertures de comptes non déclarés en Suisse. Les sommes en jeu sont évaluées entre 8,5 et 10,6 milliards d'euros. L'enquête ouverte en 2011 a débouché sur un procès qui s'est ouvert

le 8 octobre. Il est reproché à UBS d'avoir démarché illicitement des résidents fiscaux français de 2004 à 2011. Elle est aussi accusée de «blanchiment aggravé de fraude fiscale» pour avoir apporté «de manière habituelle» son concours à des opérations de dissimulation de fraudes à l'impôt sur le revenu, les sociétés ou la fortune, pendant la même période. Comme toujours, dans ce genre d'affaires, les avocats de la banque ont multiplié les manœuvres pour retarder la procédure et vont continuer durant le procès. Si ce procès a lieu, c'est parce que la banque a finalement refusé un accord amiable avec le fisc français. Elle encourt une amende pouvant atteindre près de 5 milliards d'euros.

On va voir ce qui va finalement sortir de ce procès. Théoriquement, la Suisse a désormais levé son secret bancaire mais l'ingéniosité des fraudeurs et de ceux qui les conseillent est sans limite. Le texte sur la fraude fiscale qui vient d'être adopté par le Parlement ne mettra pas fin à cette hémorragie : le «secret des affaires» est une caractéristique génétique du capitalisme.

## USA Vague de protestation contre Kavanaugh, l'homme de Trump à la Cour suprême

« Ils voulaient détruire un homme. Évidemment, ils voulaient me détruire moi aussi »,

a cyniquement dramatisé Trump peu avant l'investiture officielle de Kavanaugh. La veille, au cours de la cérémonie de prestation de serment du juge, il avait déclaré : « Ce que les Démocrates ont fait à Brett et à sa famille est une honte nationale. » Et d'adresser au nom de la nation « des excuses à Brett et à l'ensemble de la famille Kavanaugh pour la douleur et la souffrance terribles qu'ils ont été contraints d'endurer ». Avec la même arrogance cynique, il proclamait haut et fort que les accusations d'agression sexuelle portées par Christine Blasey Ford n'étaient qu'un « bobard mis en place par les Démocrates ». Quel mépris pour la victime, pour les femmes ! Et de poursuivre, faisant du sexisme un argument électoral : « Dans quatre semaines, vous aurez l'occasion de rendre votre verdict sur la conduite scandaleuse des Démocrates. [...] trop dangereux pour gouverner ».

### Une profonde vague de contestation

Au moment des auditions devant la commission des affaires judiciaires, Trump avait osé reprocher publiquement à Christine Blasey Ford de ne pas avoir porté plainte au moment des faits. Dans l'après-midi même, le hashtag #WhyIDidntReport

Le juge Brett Kavanaugh, menteur et prédateur sexuel, aura donc été nommé à la Cour suprême des États-Unis malgré les accusations d'agression sexuelle portées contre lui. Il avait le soutien sans faille de Trump, qui voulait que ce catholique réactionnaire rejoigne la plus haute juridiction du pays, et faisait de sa défense un argument contre les Démocrates alors qu'approchent les élections de mi-mandat du 6 novembre.



(« Pourquoi je n'ai pas porté plainte », réminiscence de #MeToo, faisait la une sur les réseaux sociaux. Des dizaines de milliers de messages s'accumulaient, alimentés par des multiples témoignages de femmes qui confiaient, comme Christine Blasey Ford, être longtemps restées silencieuses sur le harcèlement ou sur les agressions sexuelles qu'elles avaient subies. Le témoignage de Christine Blasey Ford devant la commission a eu un énorme écho dans tout le pays : « Ces auditions ont fasciné les Américains comme peu

d'événements de l'histoire récente », selon le Washington Post. Mais Trump a trouvé son homme, à son image, pour la Cour suprême. Cette dernière dispose d'importants pouvoirs de jurisprudence qui en font, à côté de la présidence et du Congrès, une des principales institutions du pays. Ses neuf membres sont nommés à vie, et chaque nomination comporte donc un enjeu politique. Bien qu'ayant toujours été fidèle au pouvoir et joué un rôle conservateur, elle a pu dans certains cas agir dans un sens progressiste. En particulier,

elle donna raison, en 1973, aux luttes des femmes, par un arrêt qui fit de l'avortement un droit constitutionnel. Aujourd'hui, ce droit est remis en cause et menacé après l'arrivée de Trump à la présidence. C'était un des enjeux de la nomination de Kavanaugh, un catholique dévot dont l'opposition à l'avortement est notoire. D'autres questions démocratiques sont aussi menacées, comme les mesures adoptées dans les années 1970 en faveur des Noirs, ou encore le droit constitutionnel des homosexuelEs à se marier dans l'ensemble des États-Unis, en vigueur depuis 2015.

Ces droits ont été entérinés par la Cour suprême, qui n'en est pas pour autant la garantie. Ils ont d'abord et avant tout été acquis par les mobilisations et les luttes. Kavanaugh, la majorité réactionnaire de la Cour suprême et leur boss Trump n'ont pas fini d'affronter la vague de révolte des femmes, celle des communautés comme des travailleurEs, qui monte aux USA. Une révolte, et c'est une bonne nouvelle, de plus en plus indépendante des Démocrates.

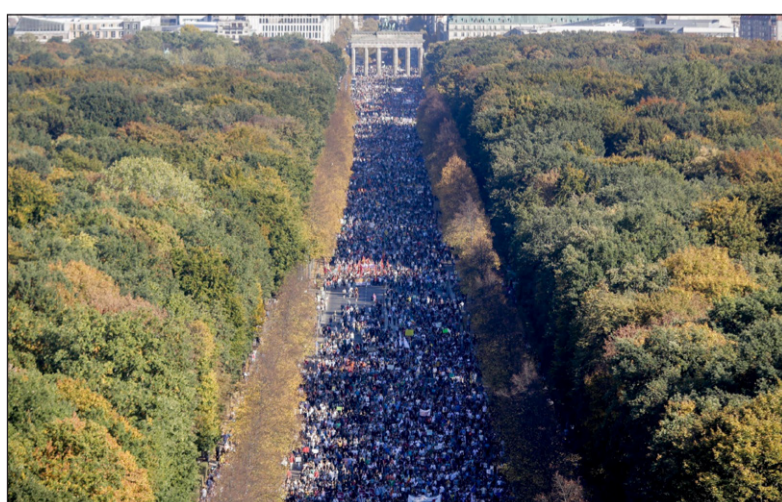
Yvan Lemaître

provocations des groupes néonazis et à la poussée électorale de l'extrême droite, prédite par les sondages pour l'élection le lendemain du Parlement régional bavarois. Les résultats sont là : l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), formation d'extrême droite créée il y a 5 ans, qui construit son audience grandissante sur la dénonciation des migrantEs, obtient quelque 11% des voix et entre pour la première fois au Parlement bavarois. Cette percée se fait essentiellement au détriment de la CSU (37% contre 50% précédemment) et de ce Seehofer qui la dirige. Les multiples sorties anti-migrantEs du chef de la CSU n'ont pas évité le siphonage de son électoral traditionnel par l'AfD. Les sociaux-démocrates du SPD perdent à peu près autant que la CSU et tombent à 9,5% des voix, sanction manifeste de leur participation au gouvernement de coalition

de Merkel. Ce sont les Verts qui font une percée, avec 19% des voix, sur fond de mobilisations réussies dans le pays à l'appel d'écologistes (entre autres 50 000 personnes, huit jours auparavant, contre l'extension d'une mine à ciel ouvert géante près de Cologne). À noter que les Verts institutionnels, en Allemagne, présents dans les gouvernements de neuf Länder, sont, comme leur alter ego en France, coutumiers de bien des accommodements avec le pouvoir et les intérêts capitalistes...

### Une situation qui se tend

Vagues d'espoir dans les rues, pour des frontières ouvertes ; flux montant de votes xénophobes et réactionnaires dans les urnes : telle est la situation, contrastée, en Allemagne. Nouvelle preuve est évidemment assénée qu'on ne lutte pas contre l'extrême droite en... reprenant ses



idées nauséabondes ! La voie à suivre est certainement celle initiée par ces manifestations, qui consiste à montrer sa force dans la rue, à pousser l'organisation collective, contre

ces frontières qui tuent mais aussi contre un système d'exploitation qui est le terreau des racismes et de la xénophobie.

Coline Boutrin

## Le chiffre 6 millions

C'est, en dollars, le montant que le gouvernement israélien va consacrer à la construction de nouveaux logements pour les colons à Hébron. C'est la première fois depuis 15 ans que les autorités israéliennes autorisent de telles constructions à Hébron, où les colons d'extrême droite, protégés par l'armée, rendent déjà la vie impossible aux PalestinienEs.



## Agenda

### Rassemblements de soutien aux inculpés du lycée Arago, Paris.

Vendredi 19 octobre à 13h30, 10<sup>e</sup> chambre et lundi 22 octobre à 9h, 29<sup>e</sup> chambre. Cité judiciaire de Paris.

### Samedi 20 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan.

À 14h, devant la gare. Plus d'infos : <http://liberonsgeorges.samizdat.net>

### Samedi 20 octobre, rassemblement contre le fascisme au Brésil, Paris.

À 15h, place Stalingrad, Paris 19<sup>e</sup>.

### Du 22 au 28 octobre, semaine antiraciste du 20<sup>e</sup>, Paris.

Projections, débats, manifestation, fête, tournoi de football... Plus d'infos sur Facebook : Collectif Paris 20<sup>e</sup> Solidaire avec tous les migrants.

### Jeudi 25 octobre, Café-Débat du NPA «Y a-t-il une menace fasciste en France et en Europe?»

À 19h30, à La Terrasse, 73, rue Marcadet, Paris 18<sup>e</sup>.

### Jeudi 25 octobre, soirée du Manifeste des 40000 pour l'accueil des migrants, Paris 19<sup>e</sup>.

À 19h, au Centquatre, 5, rue Curial.

### Jeudi 25 octobre, manifestation des Ford et des salariéEs de l'automobile, Bordeaux.

À 13h, place de la République à Bordeaux.

## NO COMMENT

« Interrompre une grossesse c'est comme éliminer quelqu'un. Est-il juste d'éliminer une vie humaine pour résoudre un problème ? Est-il juste d'avoir recours à un tueur à gages pour résoudre un problème ? »

LE PAPE FRANÇOIS, 10 octobre 2018.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

## COMMÉMORATION

17 Octobre 1961 :  
« Ici, on noie  
les Algériens »

Le 17 octobre rappelle, chaque année, la date du massacre par la police française de 200 à 300 Algériens manifestant pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé à l'époque.

Le couvre-feu visant les Algériens avait été décidé par le gouvernement et mis en œuvre par le préfet de police Maurice Papon. Un Papon dont la carrière marque une continuité, de la déportation des Juifs bordelais pendant la guerre à la répression sanglante des indépendantistes algériens. Ce 17 octobre, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés et, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie.



## Crime et mensonge d'État

Des centaines de personnes perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrêmes des forces de police. Leur nombre n'est pas exactement connu car tout a été fait pour dissimuler les faits : des vivants aussi bien que des déjà morts ont été précipités dans la Seine. C'est le sens de l'inscription « Ici, on noie les Algériens » tracée de nuit sur le parapet d'un quai de la Seine par notre camarade Jean-Michel Mension (Alexis Violet dans la LCR), alors membre du PCF (l'inscription a été bien sûr très rapidement effacée). La cour de la préfecture de police, le Palais des sports, un stade... avaient été transformés en lieux de torture et de meurtres. D'emblée, Papon, couvert par le gouvernement, a menti sur ce qui s'était passé en déclarant que des coups de feu avaient été tirés sur la police (alors que les manifestants étaient désarmés) qui avait riposté tuant deux Algériens et en blessant plusieurs. Pourtant, ce n'était pas la première fois que la police parisienne tirait sur des Algériens : ainsi, le 14 juillet 1953 (donc avant même le début de la guerre d'Algérie), la police avait ouvert le feu place de la Nation sur la fin de la manifestation syndicale organisée pour commémorer la Révolution française, tuant 6 Algériens (ceux-ci s'étaient regroupés en fin de cortège).

## Justice et vérité

Le NPA s'est associé à cette commémoration du 57<sup>e</sup> anniversaire, comme plusieurs associations, syndicats et partis politiques. Pendant des années, la vérité a été cachée sur la réalité du 17 Octobre 1961, comme sur bien d'autres crimes commis par l'armée et la police françaises contre le peuple algérien. Cette année, Emmanuel Macron a enfin reconnu l'assassinat de Maurice Audin par l'armée française. En 2012, son prédécesseur François Hollande avait fait un premier pas sur le 17 octobre en déclarant : « Le 17 Octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes. » Mais cela ne suffit pas : la responsabilité de cette répression n'est pas clairement définie, alors qu'il s'agit d'un crime d'État commis par les « forces de l'ordre » aux ordres du gouvernement, et non de dérapages. Les initiateurs des rassemblements continuent d'exiger que cette vérité soit clairement reconnue par les autorités de l'État français, et que la lumière soit faite sur les tortures, assassinats, internements dans des camps, dont ont été victimes des milliers d'Algériens. L'appel au rassemblement dénonçait aussi le racisme et l'islamophobie qui continuent de régner en France. **Henri Wilno**

## URGENCE MIGRANT-E-S

Le Manifeste pour l'accueil des migrants, initié le 28 septembre par les rédactions de *Mediapart*, *Regards* et *Politis*, connaît un succès qui dépasse les espérances de celles-ci. Ce texte qui, entre autres, n'entend « faire aucune concession à des idées que l'extrême droite a imposées, que la droite a trop souvent ralliées, et qui tentent même une partie de la gauche », signé par 150 intellectuels, artistes, militantEs associatifs, syndicalistes et personnalités de la société civile, a recueilli aujourd'hui plus de 50 000 signatures ! Une « soirée de solidarité avec les migrants » est programmée le 25 octobre par ses initiateurs. Par crainte de toute « récupération politique », les organisations politiques ne pourront y prendre la parole. Si nous comprenons bien le souci des organisateurs de ne pas transformer cette réunion en un champ d'affrontement stérile, et de privilégier la massification du mouvement, la question de la séparation (artificielle) entre champ politique et champs intellectuel et associatif est posée. En ce qui nous concerne néanmoins, nous avons toute confiance en nos camarades des collectifs de sans-papiers qui prendront la parole et avec qui nous militons depuis toujours.

## Quelles mobilisations après la journée de soutien à SOS Méditerranée ?

Comme nous le relations dans notre précédent numéro, les manifestations et rassemblements en solidarité avec *l'Aquarius*, le 6 octobre, ont été un succès, notamment dans certaines villes comme Marseille (près de 4 000 personnes) ou encore Rennes, Montpellier, ou

## On ne lâchera rien !

Alors que *l'Aquarius* reste immobilisé dans le port de Marseille dans l'attente d'un hypothétique pavillon lui permettant de reprendre la mer, les prises de position et les mobilisations se multiplient et prennent de l'ampleur.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Rouen. Mais force est de constater qu'il n'y a pas eu de raz-de-marée citoyen, et que l'on est encore loin d'avoir fait le plein ! Appelés par deux ONG dont les buts sont le soutien humanitaire – ce qui n'a rien de péjoratif – les manifestations et rassemblements n'ont pu se tenir que par des relais militants, implantés dans les réalités locales. On est loin encore, et même très loin, des chiffres énormes constatés dans les rassemblements du week-end dernier en Allemagne où 250 000 personnes ont manifesté à Berlin contre le racisme et le fascisme ! Comment expliquer un tel décalage ? Pourquoi les mobilisations contre la loi raciste asile et immigration ont-elles réuni si

peu de monde ? Les réponses à ces questions sont décisives, car c'est d'elles que dépendent le sort des prochaines mobilisations.

## Réussir le 18 décembre

La Marche des solidarités propose de faire du 18 décembre, journée internationale des migrants, une nouvelle échéance de mobilisation antiraciste et antifasciste. Un texte d'appel sera proposé à l'ensemble des organisations et associations qui entendent poursuivre et amplifier le combat. Des discussions ont déjà eu lieu pour envisager la forme que prendraient ces initiatives : pourquoi pas des manifestations aux flambeaux contre la nuit des nationalismes, des racismes et des

fascismes qui menace de tomber sur l'Europe et le monde, en mémoire des mortEs aux frontières, pour la liberté de circulation et la fermeture des centres de rétention... Mais la réussite de cette nouvelle journée de mobilisation ne sera possible que si sa construction s'appuie sur les réalités locales et les militantEs investis. Plus personne aujourd'hui ne croit encore à la magie d'un appel venu « d'en haut » qui résoudrait tout, même s'il peut constituer un précieux point d'appui. Le NPA mettra tous ses efforts pour que la dynamique engagée par les prochaines échéances débouche sur de nouveaux succès, plus massifs, et plus déterminés que jamais ! **Alain Pojlat**

## PMA La parole aux réactionnaires

Après l'avoir, comme d'autres, incluse dans ses promesses de campagne, le gouvernement Macron a promis une loi bioéthique pour janvier 2019, dans laquelle serait intégrée la procréation médicalement assistée (PMA), peu de temps après l'avis favorable du Conseil consultatif national d'éthique (CCNE), rendu en septembre 2018 (et attendu depuis plus de quatre ans).

## Ménager les homophobes ?

Si le gouvernement semble plutôt décidé, pour l'instant, à faire adopter la loi, il semble aussi décidé à ce qu'elle se passe dans la douleur... pour les lesbiennes. On se souvient encore des mots de Macron sur les gens de la Manif pour tous, selon lui « humiliés » en 2013. Il s'agit ici pour le gouvernement surtout de caresser les homophobes dans le sens du poil, c'est dans ce sens qu'il faut comprendre les propos de la ministre de la Santé Agnès Buzyn déclarant, il y a peu, qu'il ne fallait surtout pas présenter la loi comme une victoire d'un camp sur un autre. C'est certain que de victoire, il n'y en aura guère, tant ces dernières années ont été marquées par un retour à l'ordre moral pour les femmes et les LGBTI. D'ailleurs, les lesbiennes sont presque inexistantes dans le débat, invisibilisées comme dans l'ensemble de la société. Ainsi les opposants à la PMA sont invités en grande pompe dans tous les médias, c'est sur la Manif pour tous que l'on fait ses titres, comme l'a montré la « Une » de *Libération*



9 octobre dernier. L'affaire n'est pas nouvelle, et on se souvient encore de la séquence du débat sur le mariage pour touTEs, où les médias avaient largement contribué à libérer la parole homophobe en invitant les tenants de la Manif pour tous.

## Lesbiennes invisibilisées

Mais les lesbiennes ont aussi été invisibilisées dans le mouvement LGBTI, y compris ces dernières années, et

nous nous sommes retrouvées bien seules dans le combat. Dans le débat médiatique, comme lors du débat parlementaire en 2013, il faudra inviter les médecins, les spécialistes, psychologues, anthropologues et autres, afin de prouver encore une fois que nous sommes bien adaptables à la République, au modèle hétéronormatif et patriarcal de la famille. Il faudra voir si les lesbiennes sont bien intégrables au système capitaliste et

à son modèle de famille, et on pourra entendre encore les réactionnaires disserter sur le corps des femmes, sur leur qualité de mère, etc. Non seulement les lesbiennes qui font le choix de construire des familles ne seront pas entendues, mais presque personne ne fera ouvertement remarquer que le problème n'est pas de savoir si deux mères peuvent construire une famille, mais bien que le modèle familial aujourd'hui n'est pas un cadre de bien-être, qu'il est principalement un cadre d'oppression et un cadre de violences : pour les femmes, pour les enfants, pour les personnes LGBTI. Or il faut l'affirmer : nous devons en finir avec ce modèle de famille. Et à ce titre, nous n'aurons rien à attendre de l'État et du gouvernement, puisque nous l'avons vu, même lors d'un cas de stérilité, une lesbienne n'a toujours pas le droit à une PMA, comme l'a récemment tranché le Conseil d'État : exclure les lesbiennes ne serait pas discriminatoire. Là encore, nous ne pourrions compter que sur nos propres forces. **Mim Effe**

## ÉLECTIONS AU BRÉSIL De quoi Bolsonaro est-il le nom ?

Depuis quelques jours les yeux du monde entier sont rivés sur le Brésil. Dans le pays de Lula, un ex-militaire d'extrême droite, sexiste, homophobe et raciste, se trouve aux portes du pouvoir. Mais qui est Bolsonaro et comment il est arrivé là ?

La situation actuelle au Brésil puise ses racines dans la séquence ouverte par les manifestations de juin 2013, un processus contradictoire où la remise en cause sur la gauche des limites du PT et une impressionnante vague de grèves se mélangeaient à une grogne anticorruption aux traits réactionnaires (c'est dans ces manifestations qu'ont été vues, pour la première fois, des pancartes réclamant une « intervention militaire »). Après la victoire serrée de Dilma Rousseff en 2014, le pouvoir judiciaire a entrepris une sorte de « chasse aux corrompus », ayant dans le rôle de « héros » le juge Sérgio Moro et touchant surtout le PT et ses alliés. C'est dans ce processus que se situent la destitution de Rousseff au profit de son vice-président Michel Temer, de même que l'incarcération de Lula et son interdiction de se présenter à la présidentielle. Dans un contexte de crise profonde du régime et des partis du centre, Bolsonaro a ainsi profité de la situation et a réussi à canaliser une très grande partie du sentiment anti-PT et du rejet à la corruption, ainsi que de la violence sociale très forte au Brésil, se présentant comme « l'homme fort qui remettra de l'ordre dans le pays ».

**Un ultralibéral au service de la Maison Blanche**  
« Parmi les quelque 150 entreprises d'État, au moins 50 seront privatisées » : voilà ce qu'a déclaré



Bolsonaro. WILSON DIAS / AGÊNCIA BRASIL / WIKIMÉDIA COMMONS

Bolsonaro dans un signal clair pour les marchés qui exigeaient des garanties. Il multiplie également les clin d'œil à Donald Trump, une claire source d'inspiration pour lui. Ainsi, suite à une critique émise par le président US sur la prétendue dureté brésilienne dans les relations commerciales, Bolsonaro a déclaré : « Nous allons nous rapprocher des grandes nations, nous allons mener une politique extérieure sans biais idéologique ». De ce point de vue, le phénomène Bolsonaro s'inscrit également dans le cadre d'une politique plus agressive des États-Unis en Amérique latine, après des années où la crise ouverte au Moyen-Orient à partir de l'intervention en Irak avait concentré l'attention des sphères de la politique extérieure américaine.

**Un ex-militaire nostalgique de la dictature**  
Capitaine de l'Armée pendant la dictature, Bolsonaro ne cache ni sa nostalgie du régime militaire ni ses liens avec des membres de l'institution. Ce retour de l'armée sur la scène s'explique, selon le politologue David Fleischer, par l'histoire du gouvernement putschiste de Temer, qui a impliqué de plus en plus la force militaire brésilienne dans des missions de maintien de l'ordre censées faire tenir les murs d'un gouvernement massivement rejeté par la population. Concrètement, Bolsonaro promet de nommer six généraux à son gouvernement, et a comme collègue, pour la vice-présidence, Hamilton Mourão, lui aussi général de réserve, qui déclare ouvertement

que l'Armée serait prête, en cas de dégradation de la situation au Brésil, à « imposer une solution » et qu'un « auto-putsch » avec la dissolution du Parlement en cas « d'anarchie » ne serait pas à exclure.

### Retour du Brésil conservateur et tendances protofascistes

Le coup d'État entrepris par les militaires en 1964 avait eu un caractère « préventif » (à la différence de celui du Chili qui venait contrer un processus révolutionnaire), ce qui a fait qu'il a été relativement moins violent (les morts et disparus se comptent en centaines et pas en milliers) et qu'il a visé principalement les militantEs de la guérilla. C'est cette particularité qui explique qu'un secteur de la société brésilienne puisse encore se revendiquer de cette période et expliquer que « les gens bien » n'ont jamais été dérangés. En d'autres mots, le phénomène Bolsonaro fait ressortir au grand jour le Brésil conservateur des manifestations « des familles pour Dieu et la liberté » qui soutenaient le coup d'État en 1964 contre la « menace communiste ». Il partage avec cette tradition les valeurs morales, le sexisme, l'homophobie, le racisme, ce qui explique la vague d'agressions perpétrées par des électeurs de Bolsonaro ces derniers jours, qui expriment une tendance protofasciste, pour l'instant encore minoritaire mais contre laquelle les Brésiliens commencent à se préparer, par-delà même le vote pour Fernando Haddad du PT au second tour, par des assemblées générales, des comités de défense, etc.  
*Daniela Cobet*

### BOLOGNE-ATHÈNES-BERLIN-LONDRES

## Riposte antiraciste et antifasciste!

Retour sur une conférence internationale organisée le week-end dernier à Athènes par la coordination Keerfa (Unis contre le racisme et la menace fasciste).

Athènes, le samedi 13 octobre. Devant 300 personnes réunies pour l'assemblée de la coordination Keerfa, dont trois groupes de réfugiés, afghans, irakiens et syriens, un représentant de Aufstehen gegen Rassismus en Allemagne annonce les chiffres de la manifestation en train de se mettre en place à Berlin. La manif est loin d'avoir commencé, mais il y a déjà 50 000 personnes au point de départ. À la fin de l'assemblée, il annonce que 250 000 personnes ont manifesté contre le racisme et contre l'AfD. Le délégué britannique de Stand up to Racism nous montre son téléphone : 2 000 antiracistes et antifascistes ont réussi à bloquer la marche du groupe fasciste DLFA dans le centre de Londres.



KEERFA

### Avec les migrantEs

Pendant la journée, de multiples interventions lors des plénières et lors des ateliers montrent le rôle que peut jouer une coalition antiraciste et antifasciste. Les groupes de réfugiés ont lancé une campagne « Ouvrez les villes » car femmes, hommes et enfants sont bloqués pendant des mois dans des camps isolés dans des conditions désastreuses. Un des groupes a fui ces camps et occupe des appartements vides dans Athènes. Des conseillers municipaux « amis » indiquent des appartements vides – pratiquement mais aussi juridiquement – parce que les propriétaires sont décédés et que les enfants refusent l'héritage pour ne pas avoir à payer les dettes. Des syndicalistes de la santé et de l'éducation expliquent leur combat, dans lequel droits des travailleurEs se combinent avec la lutte de solidarité envers les migrantEs. Dans les écoles, le gouvernement a essayé d'imposer plus d'heures, le soir, aux enseignantEs, pour donner des cours de grec (financés par l'UE et l'ONU) à des réfugiés. Les syndicalistes ont obtenu que les cours se tiennent pendant leurs horaires, pendant la journée et que les enfants migrants soient ainsi intégrés progressivement aux classes régulières.

### Contre Aube dorée et les fascistes

L'organisation fasciste Aube dorée a été affaiblie, ses dirigeants sont en prison et la plupart de ses locaux ont été fermés sous la pression des manifestations. Le responsable de l'association des prisonniers sous la dictature explique qu'il ne doit y avoir aucune complaisance. La mobilisation se poursuit pour visibiliser le procès des députés d'Aube dorée qui continue, et une déléguée du Pirée explique que, dans sa région, des locaux fascistes n'ont pas encore été fermés. La manifestation du 15 septembre commémorant la mort de Pavlos Fyssas, tué par les fascistes, a été un succès, et une artiste d'un groupe de rock insiste sur l'importance de la lutte sur le terrain culturel. L'assemblée vote un appel à une journée internationale de manifestations contre le racisme et le fascisme le 16 mars prochain. La date avait déjà été lancée à l'assemblée de la Marche des solidarités à Paris fin septembre. Une conférence antiraciste à Bologne avait repris l'idée de ce type d'initiative « au printemps ». La date du 16 mars va être reprise à la conférence de Stand up to Racism à Londres le samedi 20 octobre. Les délégués d'Allemagne, d'Autriche et de Catalogne présents à Athènes ont annoncé qu'elle serait aussi reprise dans leurs pays. Contre l'Europe des frontières et des fascismes, la riposte sera internationale.  
*Denis Godard*

À 85 ans et après pas loin de 36 ans de pouvoir, Paul Biya brigue un nouveau mandat : le septième ! Un président de la République à temps partiel, puisqu'il passe le plus clair de son temps dans les palaces suisses. Il n'aura pas dérogé à cette règle pour la campagne électorale, comptant certainement, pour masquer son absence, sur les affiches vantant « la force de l'expérience » qui ont envahi le pays. Mais Biya a peu de raisons d'être inquiet sur les résultats de ces élections à un tour qui se sont tenues le 7 octobre. L'Elecam, l'organisme, censé être indépendant, en charge de l'organisation du scrutin, sait fermer les yeux sur les fraudes massives. Une des raisons pour lesquelles les organisations progressistes du pays ont refusé de participer à cette mascarade.

**Clientélisme et répression**  
Aucun des sept candidats ne représente réellement une alternative. Maurice Kamto, auquel s'est rallié Akere Muna, un autre poids lourd de la politique, a proclamé sa victoire électorale. Cet ancien ministre de la Justice (de 2004 à 2011) a fondé son propre parti, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun. Son programme n'est qu'une succession de vœux pieux qui peinent à cacher sa complicité avec la répression qui s'est abattue sur la jeunesse en 2008 lors des émeutes de la faim. Pour se maintenir au pouvoir, Paul Biya n'hésite pas à utiliser

## CAMEROUN Une « élection » pour conforter l'autocrate Paul Biya

Retour sur une élection bidon, destinée à maintenir au pouvoir un autocrate responsable d'une des crises parmi les plus graves qu'ait connues le pays.



Paul Biya. WIKIMÉDIA COMMONS

l'opération Épervier contre la corruption, mise en place depuis une décennie, qui lui permet surtout d'écarter dans son entourage ceux qui apparaissent, à tort ou à raison, comme une menace pour la pérennité de son pouvoir. Il n'hésite pas non plus à utiliser l'armée. Celle-là même qui a été formée par les militaires français pour lutter contre les indépendantistes de l'Union des peuples

du Cameroun (UPC) dans les années soixante, et qui continue son travail de répression contre les populations. Le Cameroun est confronté à deux conflits armés majeurs : le premier à l'extrême Nord du pays, avec le groupe djihadiste Boko Haram qui traverse régulièrement la frontière nigérienne pour recruter et mener des attaques contre les garnisons des principales villes de la région ; le second, au sud-ouest et nord-ouest du pays, avec les sécessionnistes anglophones.

### Biya responsable de la guerre civile

Il y a deux ans se déroulaient, dans ces dernières régions, d'importantes mobilisations déclenchées par les avocats, suivis des enseignantEs et d'élèves, contre les discriminations que subissent les populations anglophones du pays. Le pouvoir a répondu, comme à son habitude, par une répression féroce, qui n'a fait que pousser la frange indépendantiste la plus radicale vers la lutte armée. Utilisant les dispositifs antiterroristes adoptés dans la lutte

contre Boko Haram, le pouvoir s'en prend d'abord et avant tout aux civilEs. Villages incendiés, exécutions sommaires, arrestations et tortures deviennent monnaie courante. De l'autre côté, les mouvements indépendantistes armés imposent par la force et la violence leurs mots d'ordre de boycott des institutions du Cameroun. La population est prise en étau. Ainsi, déjà près de 300 000 personnes ont fui leur domicile pour échapper aux exactions des uns et des autres. L'irresponsabilité répressive de Paul Biya a plongé le pays dans une guerre civile, et les répercussions économiques sont désastreuses pour l'ensemble des Camerounais, qui doivent vivre avec des services publics qui se délabrent au fil des jours. Sa longévité au pouvoir, Paul Biya la tient aussi de la mansuétude des puissances occidentales, en premier lieu de la France qui, sous prétexte de lutter contre le terrorisme et de maintenir la stabilité de la région, continue à manifester son soutien diplomatique mais aussi ses aides militaires et policières.  
*Paul Martial*

## LE RAPPORT DU GIEC

Le rapport spécial du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), publié le 8 octobre, répond à une demande de la COP21 d'évaluer l'impact d'un réchauffement de 1,5°C de la température de la Terre et la différence avec un réchauffement de 2°C. Le «résumé à l'attention des décideurs» devra servir de base aux négociations de la COP24 qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2018 à Katowice en Pologne. Bien que tempéré par la négociation entre États et limité aux éléments mesurables, le rapport donne entièrement raison à celles et ceux – petits États insulaires, pays les moins avancés, scientifiques et militants pour le climat – qui se sont

battus pour la limite des 1,5°C. La différence entre 1,5 et 2°C, ce sont 10 millions de personnes en plus menacées par la montée des océans. À 1,5°C, c'est la perte de plus de la moitié de l'habitat naturel pour 4% des vertébrés, 6% des insectes et 8% des plantes, contre respectivement 8%, 18% et 16% à 2°C. Ce sont aussi des vagues de chaleur et des pluies torrentielles plus fréquentes et plus intenses, des rendements des cultures céréalières plus faibles, une destruction encore plus dramatique des récifs coralliens... Selon de récentes recherches, le seuil de basculement vers une «planète étuve» pourrait même être franchi à 2°C. Tout doit être mis en œuvre pour que la limite de 1,5°C maximum soit respectée.

## GÉO-INGÉNIERIE: LE REMÈDE PIRE QUE LE MAL

Le rapport du GIEC estime qu'il sera très difficile, voire impossible, de rester en dessous des 1,5°C, il évoque donc le scénario d'un «dépassement temporaire», compensé par un refroidissement dans la seconde moitié du siècle, grâce à des «technologies à émissions négatives» et à la géo-ingénierie. Ce scénario est très dangereux. Le dépassement temporaire pourrait provoquer des basculements de grande ampleur, non linéaires et irréversibles, tels que la dislocation

brusque de parties importantes des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, entraînant une hausse de plusieurs mètres du niveau des océans. Ces basculements pourraient déclencher des effets en cascade poussant le système Terre dans un réchauffement qui s'autoalimente. De plus, comme le souligne le Manifeste contre la géo-ingénierie :

« Les effets des projets de géo-ingénierie d'élimination du dioxyde de carbone (y compris les monocultures d'arbres et les plantations de biomasse à grande échelle) sont extrêmement nocifs pour la terre, l'eau, la biodiversité, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance traditionnels. La capture et stockage du CO<sub>2</sub> (CCS) vise à servir l'industrie des combustibles fossiles et à la perpétuer. De plus, la bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) amplifierait énormément les plantations, disputant les terres nécessaires à la production alimentaire, menaçant la sécurité alimentaire et la biodiversité. D'autres techniques d'élimination du dioxyde de carbone, telles que la fertilisation des océans perturberaient la chaîne alimentaire marine et créeraient dans les océans des zones mortes, privées d'oxygène. »



DR

## J'AIME MON BUS... GRATUIT!

La diminution du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère impose de réduire l'utilisation de la voiture. En ville, dans les zones périurbaines, le développement des transports en commun, du vélo, de la marche sera la solution, surtout si les bus, trams, trains sont gratuits. Partout où la gratuité des transports en commun a été financée, les parkings se vident, les voitures restent au garage. Dunkerque, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, permet à 80% des 200 000 habitantEs de l'agglomération d'être à moins de 20 minutes de la gare, à moins de 300 m d'un arrêt de bus. C'est la voie à suivre pour faire baisser nettement les émissions de CO<sub>2</sub> et particules nocives. La gratuité ça marche! Les arguments des opposants ne tiennent pas la route. C'est

économiquement faisable: 32 villes et agglomérations financent la gratuité en réorientant les budgets transports. Reste l'opposition idéologique: la gratuité serait synonyme de moindre qualité, de dégradations à venir, de non-responsabilisation. Les faits montrent le contraire. Moins de dégradations dans les bus, plus de courtoisie et de convivialité. Alors? Ne serait-ce pas plutôt une opposition de principe liée au conditionnement de la société marchande? Pensez, la gratuité c'est pour les pauvres! C'est justement pour la remise en cause de la marchandisation, du profit, pour sa légitimation de l'intérêt collectif, sa réponse à un besoin social que nous défendons la gratuité: une petite touche anticapitaliste qui percute le système avant de le mettre KO.



# changeons le système pas le climat!

L'expertise du GIEC alerte sur l'ampleur du changement climatique. Mais ses propositions (nucléaire, géo-ingénierie) sont biaisées par la soumission de la recherche aux impératifs capitalistes de la croissance et du profit. Sauver le climat impose de socialiser le secteur énergétique pour planifier un système 100% renouvelable sans fossile ni nucléaire, d'éliminer les productions inutiles ou nuisibles, d'en finir avec l'obsolescence programmée et les transports de marchandises qui servent à maximiser les profits des multinationales, d'abandonner l'agrobusiness pour une agriculture écologique et paysanne assurant la souveraineté alimentaire...

Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA.

## L'AGRICULTURE PAYSANNE, UNE SOLUTION AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

L'agriculture industrielle et la déforestation produisent 1/4 des émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais, sorties du modèle de l'agrobusiness, l'agriculture et la forêt pourraient être des pompes à carbone efficaces, donc lutter contre le réchauffement climatique. La capacité de stockage du carbone de l'agriculture n'a pas échappé aux capitalistes qui voudraient bien pouvoir mettre un prix à ces puits de carbone, pour en tirer profit comme ils l'ont fait avec le marché du carbone. Leur but est de sauvegarder une industrie mortifère tout en s'accaparant des fonds destinés

à lutter contre le réchauffement climatique. Quitte à éliminer au passage les paysanEs! Au contraire, l'agro-écologie peut réduire les GES grâce aux recours à l'azote organique: légumineuses, méthanisation des effluents d'élevage, agroforesterie. Les arbres et les haies protègent et enrichissent les sols en carbone, réduisent le stress hydrique, offrent un abri naturel aux animaux d'élevage et sauvages, abritent la biodiversité. On ne parle pas ici d'une agro-écologie qui viendrait d'en haut, mais des agro-écologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie... et qui se basent sur la

recherche initiée par les paysanEs et à laquelle ils et elles participent pleinement. Nous défendons une agriculture locale dont les buts ne sont ni les exportations ni la spéculation. De plus, la préservation de l'environnement et de la santé des paysanEs impose de ne pas utiliser d'intrants chimiques, à commencer par le glyphosate, et de préserver la biodiversité, meilleur rempart contre les maladies et les «ravageurs». Le concept d'agriculture paysanne s'oppose aux hectares de serres de légumes bio, aux élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles dont le statut est proche de l'esclavage. Le passage de l'agro-industrie

intensive vers l'agro-écologie paysanne aurait des implications immédiates sur l'environnement, puisque toutes les pollutions cesseraient immédiatement. L'agriculture ne contribuerait plus aux émissions de GES, tout en rendant sa vie au sol épuisé par les pratiques agricoles et la chimie, faisant remonter le taux d'humus (qui a chuté de 75% en 50 ans). Les sols peuvent stocker le carbone, absorber celui déjà émis. Pour cela les techniques sont connues: limitation du travail du sol, couverts végétaux, intercultures, réintroduction des arbres au sein des cultures (agroforesterie). Agriculture et climat sont complémentaires.

## L'ÉLECTRICITÉ NUCLÉAIRE? UNE FAUSSE SOLUTION... QUI PRÉPARE D'AUTRES CATASTROPHES

**P**our EDF et ORANO (ex-AREVA), le nucléaire, énergie «décarbonée», serait la solution pour «sauver la planète». Mais avec 10,5% de la production mondiale d'électricité et 4,5% de la consommation d'énergie totale, le nucléaire est définitivement hors-jeu pour la révolution énergétique. Même en construisant partout des centrales, tout en multipliant les risques : accidents nucléaires, prolifération des déchets, radioactifs pendant des millénaires. La loi de transition énergétique, votée en 2015 pour calmer les opinions publiques inquiètes, après Fukushima, du risque climatique, imposait de limiter à 50% la part du nucléaire dans le «mix

électrique» d'ici 2025. E. Philippe, ex-lobbyiste d'AREVA, veut en rester aux 75% actuels. Abroger la loi aurait été dévastateur pour l'image «écologique» de Hulot! Son successeur De Rugy, plus soucieux de sa carrière politique que de la survie de l'humanité, n'aura pas ces états d'âme. Fin octobre, il présentera la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie 2020-2035), qui fera la part belle au nucléaire. Exit donc l'objectif de 50%, ce qui ouvre la voie à la prolongation des centrales de 40 à 60 ans et à la construction d'autres EPR. À la manœuvre, E. Philippe: sous couvert d'écologie, durcissement des normes sur les émissions de CO<sub>2</sub> des moteurs d'ici 2025 et augmentation de 30% du prix des carburants en

2019. Message envoyé à Renault et PSA: passez à la voiture électrique! Grâce à l'installation de bornes à recharge rapide, l'arrêt de Fessenheim (confirmé le 3 octobre) et d'autres centrales vieillissantes seraient compensés par la construction de nouveaux EPR. Cette volonté de perpétuer le nucléaire civil et militaire entraînera inévitablement une aggravation des mesures d'austérité pour éviter, à coups de fonds publics, la banqueroute d'EDF et ORANO, en quasi-faillite. La seule solution réaliste est l'arrêt du nucléaire d'ici 10 ans en développant les énergies renouvelables et les économies, comme le propose le NPA (scénario détaillé dans notre brochure *Arrêt du nucléaire en moins de 10 ans, oui, c'est possible!*)

## SORTIR DU TOUT-AUTO. ET VITE!

**L**a part des émissions de CO<sub>2</sub> imputable aux transports motorisés est de 30% au niveau mondial et dans cette part, l'usage de la voiture entre pour moitié. Le parc automobile mondial a dépassé 1 milliard en 2007, les constructeurs comptent bien atteindre le 2<sup>e</sup> milliard en 2030. Le parc auto français est de 32 millions. Ces chiffres disent à eux seuls la démesure du capitalisme alors



DR

que les rapports du GIEC avertissent depuis 1990. Les constructeurs veulent saturer les marchés chinois et indiens comme ils ont saturé les marchés occidentaux. Et dans ces «vieux marchés», 1/3 des voitures neuves sont des monstres SUV et pick-up à usage urbain. Comment s'étonner alors qu'en 2017, les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules neufs aient augmenté pour la première fois depuis 1995 en France?

## DU DIESELGATE À LA VOITURE ÉLECTRIQUE, L'IRRESPONSABLE FUITE EN AVANT

**L**es constructeurs veulent faire oublier le scandale du diesel, la double triche systématique dans laquelle ils sont tous impliqués : la première quand ils ont directement trafiqué la mesure d'émissions, la deuxième sur l'écart entre les conditions de tests en labo et la conduite réelle (-45%). Aujourd'hui, ils veulent transformer la fin du diesel en opportunité de relance des ventes de voitures essence neuves.

La voiture électrique n'est pas la solution miracle qu'on nous dit : tout au long de son cycle de vie – extraction des matières premières pour les batteries, production d'électricité, construction des voitures, circulation et traitements des déchets – la voiture électrique engendre autant d'émissions de CO<sub>2</sub> que la voiture essence. Les gouvernements et l'Union européenne encouragent cette fuite en avant.



DR

### MARCHE POUR LE CLIMAT 2040



CHARMAG

## UN IMPÉRATIF ABSOLU: LA RECONVERSION DE TOUT LE SECTEUR AUTO

**U**n vice-président du GIEC estime que «limiter le réchauffement à 1,5°C est possible selon les lois de la physique et de la chimie mais cela demandera des changements sans précédent». On ne saurait mieux dire. La sortie du tout-auto doit s'imposer: reconversion générale du secteur vers des productions dédiées au transport en commun sans massacre social, c'est-à-dire en interdisant

les licenciements, en garantissant la continuité des salaires, des qualifications et la cohésion des équipes de production. PSA et Renault s'opposent bien sûr: il faudra les exproprier. Pour une nouvelle politique des mobilités, il faudra avoir le courage de s'affronter aux capitalistes du secteur, c'est incontournable. L'usage de la voiture individuelle sera un usage profondément modifié, diminué et partagé.

## PRODUIRE MOINS, VIVRE ET TRAVAILLER MIEUX!

**B**eaucoup de productions sont inutiles. Leur suppression ne dégraderait en rien notre confort, au contraire! Commençons par interdire la publicité, grande consommatrice d'énergie et fabricante de faux besoins impossibles à satisfaire. Imposer que tout produit soit de bonne qualité, réparable et entièrement recyclable en fin de vie (le plus tard possible), mettrait un frein au gaspillage

et à la surconsommation dues à l'obsolescence programmée qui fait qu'un équipement est jeté et remplacé à la fin de la garantie. Des secteurs entiers sont à la fois énergivores, polluants, dangereux et nuisibles, comme l'industrie d'armement, le nucléaire, les pesticides ou les engrais chimiques: ils doivent être supprimés. D'autres, comme l'automobile ou le transport de marchandises, doivent être fortement réduits et transformés.

## PRENDRE LES MOYENS DE DÉCIDER

**O**n ne sauvera pas le climat en laissant les capitalistes décider. La concurrence «libre et non faussée» pour le profit est le moteur du capitalisme. Elle implique de produire toujours plus sans limite. Ce productivisme est incompatible avec la finitude de la Terre et des ressources, et avec la nécessité absolue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les grands groupes capitalistes doivent être expropriés pour laisser place au débat et aux décisions démocratiques afin de produire pour satisfaire

les besoins en prenant soin de la planète. La socialisation du secteur énergétique est le seul moyen de mener rapidement la transition vers un système renouvelable, décentralisé et efficace. La socialisation du secteur du crédit est indispensable pour disposer des ressources financières nécessaires aux investissements de la transition. Il faut aussi mettre fin à l'appropriation privée des ressources naturelles (sols, eaux, forêts, vents, solaire, géothermie, ressources marines...) et des ressources du savoir.

Exproprier ne suffit pas. Des entreprises (anciennement) nationalisées (EDF, Renault ou Elf), ou l'URSS, qui a largement contribué au désastre écologique, en sont la preuve. La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises mais concerner aussi le travail et l'autogestion de la production. Décentralisation et planification démocratiques doivent permettre à la fois de décider collectivement au plus près avec les usagers et de coordonner de manière juste et solidaire les choix de production et de transport.

## ÉCOSOCIALISME OU BARBARIE

**L**a question climatique est une question sociale majeure. Les changements de comportement individuels, s'ils sont indispensables, ne suffiront pas à modifier la donne. Une puissante mobilisation mondiale des mouvements environnementaux, syndicaux, paysans, féministes et indigènes est nécessaire et urgente. Nous avons besoin d'un mouvement pour la justice climatique capable d'imposer des mesures

de rupture radicales, une révolution écosocialiste. C'est bien tout le système de production et de consommation qu'il faut changer. Les Marches pour le climat sont un début. Il n'est plus suffisant de s'indigner et de faire pression sur les décideurs, il faut construire la convergence des luttes, descendre dans la rue par millions, bloquer les investissements fossiles et tous les projets inutiles et destructeurs imposés aux populations, stopper

les accaparements de terres et le militarisme, s'investir activement dans le soutien aux paysans, jeter les bases de pratiques sociales qui sortent du cadre capitaliste... Des victoires sont possibles contre les bétonneurs, comme à Notre-Dame-des-Landes, contre l'industrie du charbon à Hambach (Allemagne) où la mobilisation a imposé l'arrêt du déboisement de la forêt ancienne par l'avancée d'une mine de lignite. Ces victoires sont le résultat de larges convergences, de la détermination, de la radicalité, de la créativité démocratique...

Chaque victoire, chaque avancée partielle compte. Parce que nous avons besoin de victoires, même partielles, et parce qu'elles mettent en pratique l'autonomie et l'auto-organisation qui sont des préconditions nécessaires et décisives à une transformation radicale du monde, à l'auto-émancipation des exploités et des opprimés. Elles montrent qu'un autre monde, écosocialiste, est possible.



DR

## LA POSTE Du 92 à Paris, en grève contre les réorganisations !



HERMANN CLUCK

Les postières et postiers du 92 en grève depuis six mois et demi ne sont pas seules.

Depuis maintenant une semaine, les postierEs de Paris 10/19 sont en grève contre l'introduction de la pause méridienne, la distribution des petits colis et la publicité non adressée. Ils ont pu compter sur le soutien de leurs collègues grévistes du 92. Parce que, bien sûr, Paris est une « usine » à facteurs et qu'une victoire de la direction de La Poste aurait des conséquences pour l'ensemble des postierEs de l'Île-de-France. Mais, a contrario, mettre La Poste à l'amende et lui faire remballer ses réorganisations serait un point d'appui essentiel pour les luttes actuelles à La Poste, comme celle du 92 qui dure maintenant depuis plus de 200 jours.

C'est donc bien de cela dont sont venus parler les grévistes du 92 à leur collègues de la Chapelle : unir leurs forces et tenter une grève de plusieurs bureaux en région parisienne ! C'est sous les applaudissements des collègues de Paris 10/19 et avec un concert de tambours sur les casiers que les grévistes du 92 ont fini leurs prises de parole.

### Ne rien lâcher face à la répression

Le 31 octobre prochain, Gaël Quirante, secrétaire départemental du Sud Poste 92, sera de nouveau au tribunal. Cette fois, ce sera à la cour d'appel de Versailles. La direction de La Poste s'acharne depuis des mois à tenter de lui faire interdire l'accès aux centres et à restreindre sa liberté de circulation. À chaque fois, elle a été renvoyée dans les cordes. Il faut que ce soit la même chose cette fois-ci, et nous devons donc être nombreuses et nombreux au rassemblement de soutien qui aura lieu le mercredi 31 octobre, à 12h 30 à la cour d'appel de Versailles, 5 rue Carnot à Versailles.

Contre l'acharnement syndical qui pèse sur Gaël, ainsi que sur l'ensemble des militantEs et syndicalistes combattifs, dont Olivier Rosay qui s'est vu notifier cette semaine un an de mise à pied !

Et toujours, la caisse de grève pour tenir et sortir victorieux de ce bras de fer !

### Correspondant

Pour donner à la caisse de grève : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfk166>

## FORD BLANQUEFORT Rien n'est joué d'avance

Pour les salariéEs de Ford Blanquefort, la situation se complique un peu plus, si l'on peut dire. En effet, depuis l'annonce de la fermeture de l'usine en juin dernier, nous n'avons plus grand chose à perdre. Pourtant, ces derniers jours, il apparaît que les possibilités de nous en sortir s'amenuisent. Ford vient en effet de refuser un plan de reprise de l'usine que le belge Punch lui avait présenté officiellement le vendredi 12 octobre.

On le savait déjà, la multinationale ne voulait pas faire reprendre l'usine : non seulement elle veut partir, mais elle ne veut rien laisser derrière elle, cette usine devant disparaître. C'est encore plus clair maintenant, car même avec un projet de reprise, jugé « sérieux » par le gouvernement, soutenu par l'État et les collectivités territoriales (17 millions d'euros d'argent promis), Ford décide de maintenir son objectif de fermeture.

### Des pouvoirs publics menés en bateau ?

Le ministre de l'Économie Le Maire dénonce l'attitude de Ford. Il ajoute qu'il n'est pas question d'abandonner, qu'il faut mener la bataille pour faire plier Ford, et qu'il faut pour cela toucher à son image, lui mettre la pression : « Nous allons nous battre et nous ne nous laisserons pas faire. » (sic). Il en appelle à la mobilisation de touTEs, s'adressant aux pouvoirs publics, aux élus locaux mais aussi... à nous les syndicats, à nous les salariéEs !

C'est évidemment surprenant, inédit peut-être, d'entendre ce discours « unitaire » et « combatif », surtout après nous avoir conseillé d'attendre et de rester calmes pour ne pas perturber les négociations.

Mais là, tout s'écroule : le ministre et son équipe sont en échec, Ford les envoie bouler, ils sentent bien qu'ils se sont faits mener en bateau. Ils le disent eux-mêmes, tous, Le Maire comme Juppé ou Rousset. Pourquoi n'ont-ils pas voulu nous entendre alors que depuis des années nous alertons sur Ford qui baratine, ment, manœuvre au détriment de la collectivité ? Nous avions même gagné en justice contre le non-respect des engagements de Ford concernant le maintien des emplois. Mais là, ils étaient où ?



CHARMAG

### Pas de temps à perdre

Nous n'allons pas épiloguer sur la sincérité supposée de leur posture actuelle. Nous n'avons pas le temps d'essayer de tout comprendre, entre ce qui se joue en coulisses ou ce que sont les véritables enjeux pour eux. Nous avons un combat à mener et peu de semaines pour le faire. Beaucoup de temps a déjà été perdu par eux, et c'est pour nous que ce temps est perdu.

Et heureusement que nous n'avons pas attendu qu'ils nous conseillent de mener la bataille. C'est d'ailleurs sûrement grâce à notre résistance, à notre refus catégorique de la fermeture, à notre détermination à défendre nos emplois que, quelque part, nous avons bousculé les pouvoirs publics et ainsi rendu intenable leur passivité. Oui, nous avons contribué à créer les conditions du moment, peu favorables certes, mais meilleures que si nous n'avions rien fait.

### Un repreneur sinon rien ?

Car même si nous sommes loin d'avoir sauvé l'usine, il existe

désormais une possibilité, un objectif avec ce possible repreneur. Bien sûr, nous ne sommes pas naïfs : un repreneur, ce n'est pas un allié, ni un ami, c'est un patron qui ne nous veut pas du bien, qui veut faire des affaires et avec qui nous serons confrontés aux mêmes problèmes qu'avec Ford.

On sait aussi qu'une reprise, ça peut rater, ça peut être bidon, que nous pouvons nous faire balader, que cela peut n'être qu'un nouveau sursis. Mais ça nous permet de ne pas être licenciés, de ne pas pointer. Et c'est énorme. Car au lieu de pointer seuls à Pôle emploi, nous resterions un collectif pour mener la suite de la bataille, ce qui change pas mal de choses.

Alors oui, le plan de reprise de Punch, on ne sait pas s'il est fiable et sérieux, comme le dit le gouvernement. Mais c'est notre espoir du moment pour sauver nos emplois. C'est ce que nous avons comme alternative au licenciement.

### Notre plan de bataille pour les jours qui viennent

Pour nous c'est clair, il faudrait intensifier et durcir la lutte. Le refus de Ford d'accepter le plan de reprise est une déclaration de guerre. Cela suscite la colère, dans un contexte déjà très dur dans l'usine. Les arrêts de travail se succèdent, la production est

régulièrement proche de zéro. Ford sait bien qu'il faut en finir vite avec son PSE que nous avons réussi à repousser de 2 mois. On parlait de course contre la montre, on peut dire qu'on est en plein dedans.

Et puis, l'air de rien, dans ce contexte particulier, la posture actuelle du ministre et de Juppé, donne de la légitimité à notre lutte, cela peut donner un nouvel élan à la mobilisation qui peine à s'étendre.

Malgré les difficultés que nous rencontrons, les actions se multiplient. Dernièrement nous sommes allés devant le Mondial de l'auto, installant notre stand « Ford », celui des salariéEs contre la multinationale, pour nous faire entendre. Nous préparons une nouvelle manifestation contre la fermeture de l'usine, le 25 octobre, avec nos camarades d'autres syndicats, d'associations, de la gauche politique, avec l'idée encore de mobiliser largement, en s'adressant à la population, car nous sommes touTEs concernés par une usine qui ferme.

Il y a urgence à basculer dans une véritable mobilisation, dans l'usine et en dehors. Les événements risquent de précipiter. Ford peut vite perdre le contrôle de la situation, et le rapport de forces peut rapidement évoluer. Ce n'est pas forcément un pronostic, mais un réel espoir.

Philippe Poutou

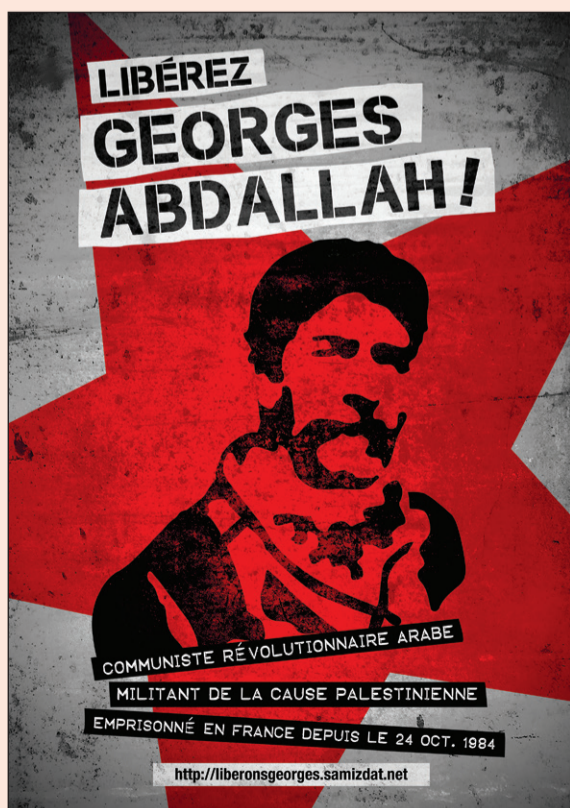
## LIBERTÉ POUR GEORGES ABDALLAH

# Toutes et tous à Lannemezan samedi 20 octobre !

Une nouvelle fois, nous manifesterons devant la prison de Lannemezan cette année.

Une fois de plus, une fois de trop ! L'acharnement de l'État français en a décidé ainsi. Libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais, reste en prison malgré deux décisions de justice favorables à sa libération. Rendez-vous à 14 h devant la gare de Lannemezan, puis manifestation jusqu'à la prison.

Des départs collectifs en car ou en co-voiturage sont organisés depuis Paris, Toulouse, Bordeaux et Marseille. Plus d'infos : <http://liberonsgeorges.samizdat.net> 34 ans de prison, 34 ans de résistance... Libérez Georges Abdallah !



## THÉÂTRE DE LA COMMUNE Une grève qui pourrait faire date

La grève qui se déroule au théâtre de la Commune est une lutte importante. Pour les salariéEs, bien entendu, qui voient leurs conditions de travail se dégrader, et les relations avec l'ensemble de l'équipe du théâtre pourrir. Mais cette grève est aussi l'enjeu d'une lutte plus large, celle de touTEs les travailleurEs du monde du théâtre, quel que soit leur métier. Elle pourrait même faire date dans l'histoire du théâtre public et des luttes syndicales de ce milieu.

Nous sommes beaucoup à espérer la fin d'une certaine hypocrisie qui a cours depuis une quarantaine d'années. Va-t-on réussir à en finir avec les directeurEs de théâtre, metteurEs en scène, artistes-intellectuelEs tout-puissants ?

### Les théâtres ne sont pas coupés du monde social

Lorsque vous mettez les pieds dans un théâtre, il convient d'ôter de votre vocabulaire les mots « pouvoir », « lutte de classes », ou même « classe sociale », « patrons », « exploitation ». Enfin, si,



## MARSEILLE La bataille de la Plaine est lancée

Quand la mairie de Marseille décide de détruire un lieu de vie des classes populaires.

La place Jean-Jaurès, que l'on connaît sous le nom « la Plaine », est un lieu de rendez-vous, un lieu de vie, avec son marché populaire, ses restaurants, ses bars associatifs, un terrain de jeux pour enfants où viennent les familles du quartier, des parties de pétanque, de foot, qui n'en finissent pas. Et même une fanfare les nuits d'été.

Un espace de 25 220 m<sup>2</sup> que la mairie entend détruire, avec un projet dont le coût prévisionnel avoisine les 13 millions d'euros, si le budget est respecté. Il sera piloté par la Soleam (Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise) : 3 ans de travaux, 3 ans où la vie du quartier sera en sommeil, façon de parler puisque le bruit des marteaux-piqueurs et des bulldozers sera permanent. Mais cette transformation ne répond pas aux besoins exprimés par la population lors des deux concertations, en novembre 2015 et en mars 2017. Ce ne serait pas la première fois que l'on verrait une transformation rimer avec expulsions des bas salaires. Et voir un quartier devenir inaccessible aux classes populaires. L'opération c'est aussi l'abattage de 115 des 202 arbres. La mairie parle de 70 arbres « neufs », mais il faudra plus de 20 ans pour



NPA

obtenir sur la Plaine la même ombre qu'aujourd'hui : 20 ans de parasols et de cagnard.

### «Aucun avis pris en compte»

« Que les choses soient claires, nous ne sommes pas contre un projet de rénovation de cette place qui en a bien besoin, mais pas dans les conditions présentées par la Soleam », explique Bruno Le Dantec, membre de l'assemblée de la Plaine. « Aucun des avis lors des rares consultations qui ont eu lieu, n'a été pris en compte. Sur les registres, près de 80% des personnes se disaient opposées au projet, ou tout du moins à ce qui était proposé », rappelle Marta, elle aussi membre de l'assemblée de la Plaine. « Il s'agit déjà d'un lieu de vie de proximité. Ils parlent d'améliorer les lieux de convivialité mais il n'y a même pas un terrain de pétanque... En lieu et place du



NPA

terrain de pétanque et de foot, ils prévoient d'installer des brumisateurs alors qu'ils n'arrivent même pas à entretenir une fontaine... » Et cela au moment même où certains élus sont épinglés pour des aménagements « douteux ». Le service de l'urbanisme de la ville vient ainsi d'épingler l'adjoint au patrimoine, André Malrait, suite à des révélations de Marsactu sur la construction d'un garage à deux roues, qui ressemble plus à un studio, sans autorisation. Sans

parler d'un terrain annexé à la villa Gaby, et revendu à une société civile immobilière détenue, en partie, par Didier Parakian, adjoint LR au commerce. De quoi faire dire à certainEs MarseillaisEs que Gaudin distribue des cadeaux avant son départ...

### Répression policière

« Vers la fin du marché de jeudi [11 octobre], des policiers municipaux et nationaux sont arrivés pour observation. Puis quelqu'un nous a dit qu'un camion arrivait, chargé de blocs de béton », résume Christophe, membre de l'assemblée de la Plaine. Il s'agissait de condamner les différentes entrées de la place, ce qu'ont voulu empêcher les quelque 150 manifestantEs, dont les rangs ont progressivement grossi. « Les gens ont bloqué le camion avec des poubelles. Les CRS, plus d'une centaine, sans compter la BAC, ont arrosé la place de gaz lacrymogène. Après le départ des troupes, il a fallu 20 minutes à la population, dans une action collective, pour déplacer les blocs et ouvrir les passages. »

Depuis, chaque jour, les CRS reviennent. En face, les habitantEs et soutiens viennent leur rappeler que cet espace est leur lieu de vie, mais font face aux multiples provocations de la BAC ou subissent, comme samedi dernier, le pilonnage par les lance-grenades des CRS.

La bataille de la Plaine continue...

### Moussa (NPA Marseille)

Renseignements et infos sur <https://laplaine.noblogs.org/>, <http://assembleedelaplaine.free.fr/> et <https://journalplaine.wordpress.com/>

## PÔLE EMPLOI

### Préparer la grève du 20 novembre

Suppression de postes à Pôle emploi mais aussi à l'AFPA, baisse du financement avec moins 2 milliards dans le budget du ministère du Travail, budget de l'Unedic diminué suite à la suppression de la « part salariale » des cotisations assurance chômage : tout est en place pour accélérer la démolition du service public de l'emploi.

Le modèle de Macron est clair : un service public recentré sur le contrôle des chômeurEs et l'accompagnement des personnes les plus en difficulté (prémices du « service public de l'insertion » évoqué dans le cadre du plan pauvreté ?), avec en parallèle une sous-traitance et une dématérialisation toujours plus importantes. Et le gâteau de l'assurance chômage, qui échappe encore aux intérêts privés, est intéressant : 6 millions de personnes concernées (toutes catégories confondues), plus de 35 milliards d'euros de cotisations. De quoi aiguïser les appétits des diverses structures privées qui font un business de la recherche d'emploi ou de la reconversion. Sans parler des autres AXA ou GAN qui voudraient bien avoir leur part !



DR

### Galère pour les salariéEs et les chômeurEs

Pour justifier les suppressions de postes, la ministre met en avant les « gains » réalisés grâce à la dématérialisation (alors qu'au quotidien, les agentEs et usagerEs en subissent les conséquences : dossiers d'allocations non traités...) et nie les difficultés.

Face à cette politique, il faut mettre en avant les revendications spécifiques : non aux suppressions de postes, non à la transformation de Pôle emploi en structure de contrôle, non à la sous-traitance !

Les agentEs de Pôle emploi ne gagneront pas seuls, mais en se coordonnant avec les agents du ministère du Travail, avec les salariéEs de l'AFPA et avec les associations de chômeurEs. C'est le sens des cortèges communs organisés depuis 2 ans avec chômeurEs et inspecteurEs du travail, rejoints le 9 octobre par l'AFPA. Ce jour-là, les agentEs de Pôle emploi avaient organisé le matin un rassemblement en commun avec les associations de chômeurEs, devant le site Pôle emploi Diderot (12<sup>e</sup> arrondissement de Paris), exemple de la politique de déshumanisation de la direction (bâtiment de 5 étages)... et bien protégé par un cordon policier ! La mobilisation du 9 octobre – avec 11% d'agents en grève – ne suffira évidemment pas à stopper les suppressions de postes et la politique de casse du service public. Après bien des tergiversations, l'intersyndicale au niveau national s'est enfin décidée à appeler à une grève le 20 novembre prochain. C'est cette échéance qu'il faut préparer !

Correspondant

## LICENCIEMENTS Les GM&S gagnent une bataille juridique

La justice inflige un camouflet à GM&S et à l'État, qui avait homologué le PSE de l'entreprise.

Lors du rachat de l'entreprise GM&S à La Souterraine, par GMD, il y a plus d'un an, les travailleurEs avaient contesté la validité du plan social, laissant sur le carreau 157 salariéEs. Regroupés depuis dans l'Association de soutien et de défense des salariéEs de GM&S, les travailleurEs licenciés et non licenciés se retrouvent pour continuer de contester ce plan social et dénoncer toutes les turpitudes et mensonges sur les promesses que l'État et les donneurs d'ordre (PSA et Renault) avaient faites.



DR

### Une petite victoire pour les salariéEs

Sur la reprise par GMD, les constructeurs s'étaient engagés pour 24 millions d'euros de commandes annuelles. Il n'y en a que la moitié, et l'usine tourne à peine à 50% de ses capacités, à tel point que les 120 salariéEs repris craignent une liquidation de l'entreprise à terme, d'autant que GMD, qui emploie

3 700 ouvrierEs dans ses filiales, se retrouve en redressement judiciaire. Sur les 157 ouvrierEs licenciés, seuls 18 ont un CDI, une dizaine des CDD, quelques-uns une formation et le reste est au chômage, qui est passé depuis septembre de 75% du salaire à 57%. De plus, ils et elles sont en butte, continuellement, aux tracasseries administratives pour la formation, leur mutuelle, le remboursement des déplacements pour la recherche de travail... Heureusement que l'association veille au grain et aide les licenciés à faire respecter leurs maigres droits.

La CGT et l'association sont aussi allées en justice pour contester la validité du PSE. Ils avaient été déboutés par le tribunal administratif de Limoges le 29 mai. Ils ont

fait appel de cette décision et, le 12 octobre, la cour administrative d'appel de Bordeaux a annulé la décision du TA de Limoges. Elle a rejeté, sur des erreurs juridiques, l'homologation par la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) du contenu du PSE. Elle a aussi condamné l'État à verser 2000 euros à la CGT et à l'association.

Alors, même si rien ne changera sur le fond, ce camouflet rendu par la justice est ressenti comme une petite victoire du côté des salariéEs. Cela les renforcera dans leurs démarches aux prud'hommes pour leur permettre d'obtenir des dédommagements plus importants.

Correspondant

vous pouvez en parler, mais uniquement si c'est pour dénoncer ce qui se passe à l'extérieur « Pas de ça chez nous ! » L'entrée en résistance se résume à œuvrer à la grande entreprise de l'art et du théâtre. Cet état de fait nie toute contradiction à l'intérieur de chacunE de nous, mais aussi dans n'importe quelle institution ou structure de la société capitaliste. Ici, le bât blesse : si les artistes sont des résistantEs du simple fait qu'ils et elles sont artistes, et qu'il n'y a pas de rapports de pouvoir ou de classes dans les théâtres, comment comprendre la revendication de mettre fin à une gestion nocive du personnel des salariéEs en grève au théâtre de la Commune ? UnE salariéE de théâtre serait-il ou elle moins digne d'attention car il ou elle ne serait pas artiste – et donc en résistance – mais bassement attaché à

ses conditions de travail et à ses droits syndicaux ? Les travailleurEs du théâtre n'auraient-ils et elles pas le droit de déroger à cet implicite qui veut que les rapports sociaux qui traversent la société capitaliste n'ont plus cours dès lors qu'on passe la porte d'un théâtre ?

### L'art n'excuse pas tout

Les tensions rendues insolubles par trop de contradictions refoulées viennent de plus loin. Ce qui se joue à la Commune, théâtre labellisé CDN (centre dramatique national), remonte à 1972 et à la « mise en place du contrat de décentralisation, [où] le metteur en scène incarne à lui seul l'identité du CDN qui lui est confié intuitu personae pour un engagement de trois ans renouvelable. » C'est donc « l'abandon de la logique de troupe au profit d'une institutionnalisation de la



DR

position dominante du directeur » qui devient le pivot de la politique culturelle du théâtre public.<sup>1</sup> Et l'hypocrisie peut s'installer tranquillement. Aujourd'hui, au Théâtre de la Commune, l'ambiance pourrait se résumer à cela : « Il est doux

d'avoir des inférieurs ; il est pénible de voir des inférieurs acquérir des droits, même limités, qui établissent entre eux et leurs supérieurs, à certains égards une certaine égalité. On aimerait mieux leur accorder les mêmes avantages, mais

à titre de faveur ; on aimerait mieux, surtout, parler de les accorder. »<sup>2</sup>

Cette grève est révélatrice de toutes ces contradictions, mais aussi porteuse de quelques espoirs : mettre fin à la toute-puissance des directeurEs de théâtre et à l'idée que lorsqu'on est artiste, tout est excusable. On peut tout à fait défendre et proposer des conditions décentes de production pour la création artistique et une politique culturelle ambitieuse, progressiste et engagée, qui se construit en lien avec les équipes salariées des théâtres et les compagnies et artistes qui y sont associés.

### Marion (comité ATIPIC, commission culture)

1 – Marie-Ange Rauch, « La figure du patron dans les théâtres publics », revue *Théâtre/Public* n°224, « Présences du pouvoir », avril-juin 2017.

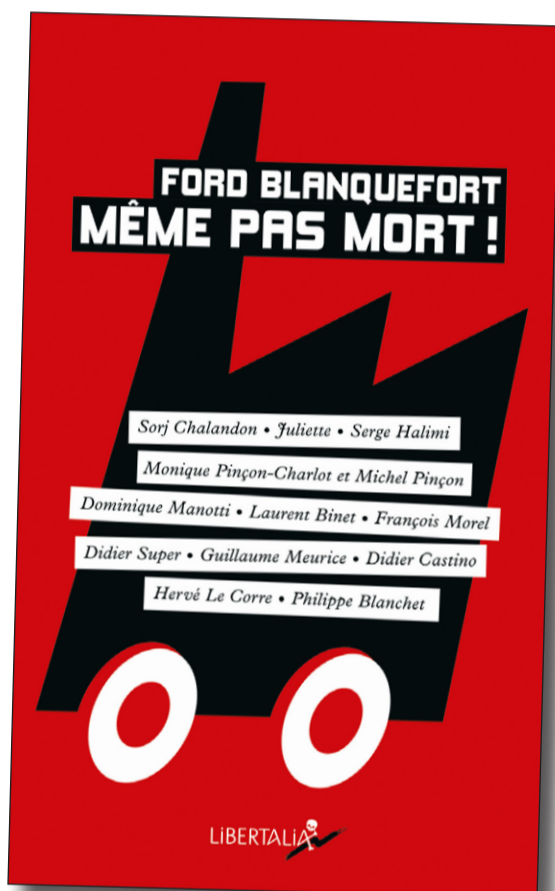
2 – Simone Weil, *La Condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 1951, p. 323.

**Rencontre****Ford Blanquefort  
Même pas morts!****SAMEDI 20 OCTOBRE À 17H**

Avec Philippe Poutou, Faujour, Serge Halimi, Béatrice Walylo, Didier Castino

**librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris. Métro Daumesnil (lignes 6 et 8) / Tél. : 0149 2852 44 / Horaires d'ouverture : lundi:14h-20h, mardi au samedi : 12h-20h

**En débat****À propos du livre de Jean-Marc Rouillan :  
il n'est pas possible de remplacer les masses**

Jean Marc Rouillan vient de publier chez Agone un livre intitulé Dix ans d'Action directe. Ce livre a été écrit dans les années 1990, mais il n'a pas pu sortir en raison de la situation des militantEs à l'époque. Cet ouvrage, qui a donné lieu à un article dans l'Anticapitaliste n° 443 et à une interview de Jean-Marc Rouillan dans le n°444, a un mérite et un défaut.

L'ouvrage a le mérite de rendre publics la vie et les discussions d'un groupe aujourd'hui grandement ignoré, Action directe (AD), mais qui a fait parler de lui à l'époque. En revanche il se trompe (et propage une vision erronée et mythifiée) au sujet de l'écho qu'auraient rencontré des actions menées par le groupe dans la classe ouvrière ou dans la jeunesse : « C'était fou le retour qu'on a eu des ateliers... "On se sent plus forts en rentrant ce matin à l'usine". » Ces propos de Rouillan dans son interview ne nous semblent pas justes, en tout cas en France où, à la différence de l'Italie où des milliers de gens ont été inculpés pour avoir travaillé avec les Brigades rouges, peu de travailleurEs ont été enthousiasmés par les actions d'AD jugées complètement coupées des réalités : cela a été le cas pour l'assassinat de Georges Besse, le PDG de Renault.

**Réveiller la population par des actions armées?**

Les révolutionnaires n'ont pas, bien sûr, d'objection de principe au recours aux armes : ils savent que la bourgeoisie n'aurait pas de scrupule à s'en servir si son pouvoir était mis en danger par des actions de masse même pacifiques. Le coup d'État au Chili en 1973 en est une démonstration. Mais la lutte armée ne peut être



comprise que dans certaines situations exceptionnelles de dictature ou de répression. Même en 1968, notre service d'ordre (celui de la JCR) s'était opposé à la volonté d'un petit groupe de s'emparer d'une armurerie près de la gare de l'Est. Les gens nous soutenaient dans une contre-violence de masse, notamment le 10 mai lors de la « nuit des barricades » face à la répression de la police, mais n'auraient pas compris l'usage d'armes à feu.

AD a servi d'exutoire, quand l'élan révolutionnaire des années 1960-70 s'est dissipé, à quelques centaines de militantEs qui pensaient à tort réveiller la population par des

actions armées aux modalités et objectifs contestables. Nous ne pensons pas que l'assassinat de Georges Besse « appartienne au patrimoine de notre classe » comme le dit Rouillan. Mais nous sommes d'accord avec la lucidité dont semble témoigner la fin de son interview : « Quand les masses et leurs organisations ne se battent plus, c'est sûr que les guérilleros ne vont pas se battre à leur place ».

**Impasses de l'action armée coupée des masses**

Le débat sur le « terrorisme » est ancien parmi les révolutionnaires. Trotski a souligné la tendance des classes dominantes et de l'État à

utiliser le terme à tort et à travers dans leur propagande. Mais il a fait, dès 1909, une critique particulièrement pertinente des risques d'impasses de l'action armée coupée des masses : « Naturellement, on peut facilement réunir une douzaine de citations environ de la littérature socialiste-révolutionnaire [les socialistes-révolutionnaires russes recouraient alors aux actions terroristes individuelles] affirmant que ses membres ne substituent pas la terreur à la lutte de masse mais la placent à côté d'elle. [...] Mais ceci ne modifie pas les faits. Par son essence même, l'activité terroriste exige une telle concentration d'énergie pour le "grand moment", une telle surestimation du sens de l'héroïsme individuel, et enfin une telle conspiration "hermétique", que, sinon logiquement, du moins psychologiquement — elle exclut totalement le travail d'agitation et d'organisation au sein des masses. »<sup>2</sup>

**Alain Krivine et Henri Wilno**

1 – La LCR s'était, dans ces années, associée aux protestations contre les conditions d'incarcération qui leur étaient faites et en faveur de leur libération. L'historien Jean-Guillaume Lanuque soulignait, à juste titre, dans un article de 2012 que « la libération récente de Joëlle Aubron pour raisons de santé fut ainsi obtenue avec beaucoup plus de difficultés que pour un Papon ».

2 – Léon Trotski, « La faillite du terrorisme individuel » (1909), <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1909/05/090500.htm>

**Souscription du NPA****Le coût de l'indépendance et de la radicalité**

Comme chaque année à la période automnale, le NPA a du mal à boucler ses fins de mois. Serions-nous trop dépensiers? Loin de là! C'est juste que, même si nous essayons de minimiser nos dépenses, être présent sur le champ politique et aider à la construction des mobilisations a un coût, a fortiori lorsque des échéances électorales s'annoncent, comme ce sera le cas en 2019 avec les européennes.



dans le débat politique et le soutien que nous apportons aux luttes sont d'utilité publique.

**Le nerf de la guerre**

Notre indépendance politique, notre refus des alliances électorales sans principes, notre détermination à refuser de « lisser » notre discours en

reculant sur des principes dans le seul espoir d'obtenir plus de voix, et donc plus d'argent, ont un coût. Un coût que nous assumons, en fonctionnant à l'économie, en comptant sur une prise en charge bénévole de la quasi-totalité des tâches indispensables à nos activités, et en ne salariant qu'un nombre très réduit de permanentEs.

Lesquels ne peuvent pas se permettre de partir tous les quatre matins en vacances aux îles Caïmans pour y planquer leur argent.

Mais ces mesures économes ne sont pas suffisantes pour nous permettre d'avoir des activités et des apparitions à la hauteur des enjeux de la situation, d'autant plus que des élections auront lieu l'an prochain et que, sans être électoralistes – ce serait mal nous connaître –, nous estimons que le NPA aura – avec d'autres, nous l'espérons – un discours et des propositions à faire entendre, contre l'Europe de l'austérité, en solidarité avec les migrantEs, pour une perspective internationaliste.

L'objectif de notre souscription peut sembler élevé : 1,5 million d'euros. Mais il ne représente, après tout, que le tiers des subventions que l'État verse au FN, et 1/14 de ce que touche LREM... L'argent ne rend pas tout possible, mais rien n'est possible sans argent : nous comptons sur votre soutien!

**L'Anticapitaliste la revue  
Le n°101 est disponible**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

**RENOUVEAU SOCIALISTE AUX ÉTATS-UNIS ?**

ENTRETIEN AVEC GIOVANNI CONSO

L'IMPÉRATIVE RADICALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

DES DIFFÉRENCES CONCRÈTES DE SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS

**Bande dessinée**

# Spirou, l'espoir malgré tout, d'Émile Bravo

Scénario et dessin, Dupuis, 88 pages, 16 euros.

Janvier 1940. La guerre est imminente et la neige recouvre Bruxelles. Spirou, adolescent, est toujours groom à l'hôtel Moustic. Il attend désespérément le moindre client en rêvant à sa fiancée Cassandra, une jeune Allemande juive et communiste qui a trouvé refuge en Russie. Fantasio, un peu plus âgé, s'est engagé dans l'armée belge et fanfaronne sur la victoire promise aux Alliés... Nous voilà bien loin du monde habituel de Spirou. Dans la continuité de l'album *Journal de l'Ingénu* (2008), Bravo va encore plus loin dans la formation du jeune Spirou, en le confrontant à la guerre.



son côté, le gouvernement français ferme les frontières aux réfugiés car, c'est bien connu, « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Contraints et forcés, Spirou et Fantasio regagnent Bruxelles occupée. Fantasio prend, sans sourciller, un poste de journaliste au *Soir*, dont la direction est devenue pronazie. Spirou accepte lui d'encadrer des scouts affectés à la reconstruction d'un village. Entre les prêtres qui expliquent à Spirou qu'un bon Belge ne peut être ni juif ni communiste, les scouts wallons pronazis rexistes et la Ligue de la jeunesse flamande (VNV), Spirou commence à désespérer de sa Belgique. Il trouvera le réconfort auprès de villageoisES et de paysanES qui mettent en place une résistance balbutiante.

**Malgré tout, on rit vraiment**  
Le fait de raconter la Seconde Guerre mondiale sans fards ne devrait pas prêter à rire, mais nous sommes bien dans l'univers humoristique de Spirou et les gags ne manquent pas. Les cibles sont faciles, avec des

militaires alliés plus soucieux de leur personne que de la guerre, les membres de la Gestapo qui font du zèle à leurs dépens, les fascistes wallons et flamands qui se disputent le titre de meilleur hitlérien, Fantasio trouffion tire-au-flanc qui accumule les gaffes... et les enfants toujours prêts à se moquer des adultes. Le trait est délicat et élégant. Les couleurs subtiles. La ligne claire ne ferme jamais vraiment les contours des personnages qui se meuvent dans un environnement chaotique. Émile Bravo truffe l'album de clin d'œil à double sens à Hergé. La deuxième partie de *L'espoir malgré tout* s'intitulera *Un peu plus loin vers l'horreur*. Bravo devra faire des prodiges pour garder son sens de l'humour et des gags. À suivre donc.  
**Sylvain Chardon**

**Guerre, débâcle, collaboration**  
Spirou rencontre Felix, un peintre juif allemand réfugié à Bruxelles, dont les tableaux ont été jugés « dégénérés » par les nazis. Felka, son épouse, lui apprend que Staline vient de livrer les communistes allemands aux nazis et que sa fiancée Cassandra est certainement retenue dans un camp. La guerre commence, Fantasio s'enfuit peu glorieusement et

rejoint Spirou à Bruxelles qui vient d'être bombardée. L'état-major allié s'installe à l'hôtel Moustic où les « ganaches » anglaises et françaises se disputent les chambres. L'hôtel Moustic s'enflamme suite à l'explosion d'une bombe, ce qui prive Spirou de travail. La population prend le chemin de l'exil. Fantasio veut rejoindre l'armée belge en compagnie de Spirou. De

**Souscription**

# Contretemps a besoin de vous!

Nous relayons l'appel à souscription lancé par l'excellente revue *Contretemps-web*.



**C**ontretemps s'adresse à ses lecteurEs et lance une souscription pour couvrir des frais qui se sont accumulés depuis le lancement du nouveau site en septembre 2016, mais aussi nous aider à faire évoluer la revue. L'objectif est modeste – 3000 euros – mais cette somme nous permettrait de progresser dans les deux années à venir.

**Une revue en libre accès**

*Contretemps* est une revue en libre accès, intégralement gratuite, et nous souhaitons évidemment qu'elle le demeure. Nous sommes heureux de mettre à disposition, chaque jour, des textes originaux, des entretiens avec des auteurEs ou des militantEs, des comptes rendus ou des extraits d'ouvrages, des numéros de revues, ou encore des dossiers. Nous espérons ainsi contribuer, par la diffusion aussi large que possible d'armes critiques, au combat pour une société libérée de l'exploitation capitaliste, de toutes les oppressions et d'un productivisme qui menace à présent la survie même de l'humanité.

**Pourquoi une souscription ?**

Nous ne recevons aucune subvention publique et ne bénéficions ni de revenus publicitaires ni de soutiens financiers de la part d'organisations politiques, syndicales ou associatives. Or faire vivre un site internet n'est nullement gratuit : l'activité d'une revue web engendre des coûts financiers, même lorsqu'elle repose – comme c'est le cas pour *Contretemps* – sur le travail bénévole de rédacteurEs mais aussi d'un webmestre sans qui la revue n'existerait pas aujourd'hui. Non seulement il nous a fallu pour lancer le nouveau site engager des frais – graphisme et construction du site essentiellement – qui ont excédé les ressources dont disposait alors la revue, auxquels se sont ajoutés les frais d'hébergement du site, relativement modiques mais accumulés sur plusieurs années. Nous souhaitons par ailleurs dans les mois et années à venir amorcer un processus de transformation du site, être davantage en capacité d'organiser des initiatives publiques voire financer des traductions et des numérisations de livres ou d'articles quand nous le jugeons nécessaire. Répétons-le : cela a un coût. C'est pourquoi nous avons besoin de vous et de votre contribution financière, ce qui permettra au site d'évoluer et à la revue de continuer à se développer, de lancer de nouveaux chantiers, et d'étendre – nous l'espérons du moins – son lectorat.

**Qu'est-ce que Contretemps ?**

La revue *Contretemps* s'est construite comme un point de rencontre entre univers intellectuel et militant, un « carrefour des radicalités » selon l'expression du philosophe et militant Daniel Bensaïd, qui en fut à l'initiative. Elle s'enracine dans un marxisme ouvert à la confrontation avec d'autres traditions théoriques et politiques, qui ne se satisfait ni de la coupure stérilisante entre théorie et enquête, ni de découpages disciplinaires généralement arbitraires, ni d'une hyper-spécialisation académique qui dépolitise l'activité intellectuelle. Anticapitaliste, antiraciste, féministe, écologiste et antifasciste, *Contretemps* cherche à armer – sur le plan des idées – la gauche radicale. Pour cela, nous faisons appel à vous, lecteurEs, sympathisantEs, et vous demandons, dans la mesure de vos moyens, de contribuer à une nouvelle étape de notre développement, en participant à cette souscription et en la relayant auprès de vos amiEs et camarades.

Une seule adresse : <https://www.leetchi.com/c/souscription-soutenez-contretemps>

**Beau livre**

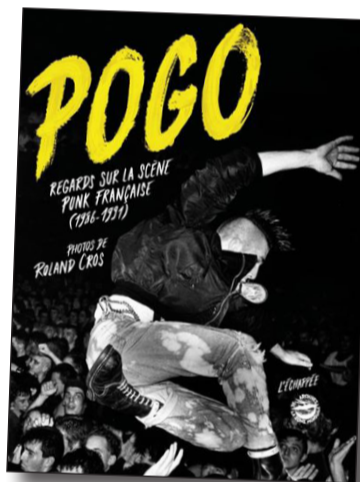
# Pogo : regards sur la scène punk française (1986-1991), de Roland Cros

Co-édition l'Échappée et Archives de la zone mondiale, 232 pages, 29 euros.

**D**urant près de cinq ans, Roland Cros, alors jeune photographe, a consacré son travail à suivre la scène du rock alternatif en France. Les figures de proue de ce mouvement sont alors les Béruriers noirs, dont les apparitions sur scène marquent par leur engagement et leur inventivité visuelle. Mais on trouve dans ce mouvement d'autres groupes marquants comme les Ludwig von 88, Parabellum, ou encore les Thugs (tous comptes faits sûrement le meilleur groupe de cette génération).

racontent comment ce mouvement naît au milieu des années 1980, avec l'explosion d'une scène dite du « rock alternatif ». Plus d'une décennie après l'émergence du mouvement punk en Grande-Bretagne, après un temps pour le voyage et la digestion naît une scène sans autre pareille, contre-culture aux multiples visages musicaux et intimement liée aux questions politiques qui agitent l'époque. Le dessinateur Gil explique la difficile acclimatation du milieu anar, plus habitué aux concerts de Léo Ferré qu'à cette nouvelle faune de rockers :

« Pas toujours simple d'expliquer à un anarcho-syndicaliste que si les gens des premiers rangs crachent de la bière sur le chanteur c'est parce qu'ils sont contents de leur soirée ». Géraldine (du Groupe Kochise), Marsu (Crash disques) ou encore le dessinateur Tapage racontent aussi la dimension DIY (Do it yourself) de cette scène, les fanzines, les labels, l'auto-production et l'auto-distribution, avec ce mot d'ordre : « Si quelque chose te manque, crée-le ». Comme d'habitude, les éditions l'Échappée se sont donné un peu



de mal pour éditer un bel objet. Celui-ci ravira les vieux punks qui aiment se souvenir du temps où ils avaient assez de cheveux pour se faire une crête. Les plus jeunes découvriront les visages d'une époque où le mur de Berlin était debout et où avoir un minitel était moderne.  
**Pierre Baton**

**Exposition**

# L'art brut en Chine

Galerie Claire Corcia, jusqu'au 10 novembre 2018, 323 rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup> (métro Arts-et-Métiers), entrée libre.



**C**omme en écho à l'exposition sur l'Art brut japonais (voir *l'Anticapitaliste* du 13 septembre), la Galerie Claire Corcia, en partenariat avec la galerie Polysémie de Marseille, présente 19 artistes du Nanjing (Nankin) Outsider Art Studio. Tous les artistes mis en avant souffrent de troubles mentaux et trouvent l'apaisement dans la création. Si beaucoup d'œuvres donnent à voir un aperçu de l'art prelapsarian (période de l'insouciance), il est troublant de voir des œuvres flirtant avec celles des plus grands artistes abstraits ou maîtres de la couleur dont ils ignorent l'existence. Les œuvres sont à vendre à un prix abordable, et les fonds recueillis serviront à développer l'institut pour personnes souffrant de troubles mentaux lié au Nanjing Outsider Art Studio.  
**SC**

Pour en savoir plus : [www.galeriecorcia.com](http://www.galeriecorcia.com)

**Au cœur du pogo**  
Roland Cros embarque avec les groupes, dans la salle, dans les coulisses, dans les squats, puis en tournée et finalement partout. De cette plongée de cinq ans, il ressort aujourd'hui une série de photos qui sentent encore la sueur, la bière et les mégots. Pas mal de photos concernent les Béruriers, ce qui peut avoir un air de déjà vu tant leur histoire ne cesse d'être racontée. Mais certaines photos, toujours en noir et blanc, rendent une énergie propre à cette époque. C'est là où les photos sont les plus intéressantes, quand elle nous plongent dans cette époque, et singulièrement celles qui nous entraînent au cœur du pogo. Le pogo, c'est cette manière si élégante de se jeter violemment les uns sur les autres pour entrer dans la danse, ou de se jeter depuis la scène dans le public en espérant que d'autres punks vous rattrapent avant de vous écraser la crête par terre.

**Le récit d'une époque**  
Une série de textes accompagnent ces photos. Des acteurEs de l'époque

# « Pour le groupe Hyatt, maintenir les salariéEs en sous-traitance, ça paye énormément »

**Entretien.** Une grève a débuté le 25 septembre à l'hôtel de luxe Park Hyatt Paris-Vendôme, au 5 rue de la Paix à Paris, ou « rue de la Guerre » comme l'ont renommée les 55 grévistes syndiquéEs de la CGT-HPE (Hôtels de prestige et économiques). Une grève où salariéEs de l'hôtel et de la sous-traitance se battent main dans la main pour leurs droits syndicaux et de meilleures conditions de travail et d'embauche. Une grève en majorité de femmes, de personnes qui subissent tous les jours le racisme, une grève de notre classe sociale. Ce palace propose des chambres de 1500 à 18000 euros la nuit, et réalise un chiffre d'affaire en hausse de 4,15% en 2017 (35,1 millions d'euros), mais prétend ne pas pouvoir augmenter de 3 euros/heure le salaire de femmes qui travaillent là jour et nuit, pour certaines d'entre elles depuis quinze ans.

La direction refuse toute discussion, et depuis quelques jours a recours à des méthodes de voyou pour briser la grève: le 12 octobre, deux grévistes, Sofiane et Moussa, ont été tabassés sur le piquet à 6 heures du matin par des agents de sécurité et ont fini à l'hôpital. Et depuis quelques jours, la direction aidée de la Police nationale tente d'empêcher par la force les rassemblements de se tenir devant l'hôtel alors même qu'il y a autorisation officielle de la préfecture.

Nous sommes allés discuter sur les piquets avec plusieurs femmes de chambre grévistes: **Alice, Anne-Marie, Bijou, Émilie et Philo**, ainsi qu'avec **Tiziri et Claude**, deux membres de la CGT-HPE.

**Pouvez-vous nous parler de vos revendications?**

**Les grévistes:** On est super motivéEs parce que si aujourd'hui on est là, c'est qu'on veut en finir avec la sous-traitance. Je trouve que c'est un système qui ne marche pas, parce que depuis 15 ans, ils ont déjà changé 5 fois de société. Ça veut dire qu'il y a un malaise. Il y a toujours des problèmes, nos heures ne sont pas payées et surtout on a des conditions de travail qui ne vont pas. Par exemple, au niveau du matériel de travail. On nous dit de faire une chambre en 45 minutes, et c'est déjà trop court, et en plus on n'a qu'un seul aspirateur pour quatre chambres à l'étage. C'est inadmissible, surtout qu'on est dans un palace! Et quand tu descends en bas, on te dit: « Non, vous n'avez pas fait assez de crédits » [1 crédit = 1 chambre faite]. La pression! Quand on arrive le matin, on est déjà démoraliséEs. On a une copine qui a été en arrêt pendant 2 années, parce qu'on souève tout le temps des linges lourds. Il y a des problèmes d'arthrose, des

problèmes de dos, des blocages... Certaines d'entre nous se sont déjà bloqué le dos déjà plusieurs fois; parce que c'est vraiment des matelas qui pèsent et qu'on est obligéEs de pousser. On a toujours demandé qu'on puisse nous alléger au niveau des lits, mais on nous dit que ça demande de l'argent. On a des enfants, on a des familles. Si nous on travaille pas, il n'y a pas d'hôtel Hyatt. C'est nous qui frottons, c'est nous qui prenons le caca dans la main, c'est nous qui faisons les toilettes, c'est nous qui faisons tout. Il faut qu'ils respectent les travailleurs, parce qu'on n'est pas des animaux.

**Une gréviste:** Moi, ma fille qui a 5 ans, je vous assure, elle est à fond; elle dit « Ah Maman va pas travailler, Maman va à la grève, Maman courage! » Donc, ça veut dire que tout le monde est avec nous. C'est un combat. Si on est à la rue, c'est parce qu'on n'est pas écoutéEs. Ce que nous demandons, c'est le respect, la dignité et la reconnaissance.

**Qu'en est-il d'Hyatt et de leurs pratiques?**

**Tiziri:** Pour le groupe Hyatt, maintenir les salariéEs en sous-traitance, ça paye énormément. En 2013, on a



déjà fait une grève pour les conditions de travail des employéEs de la sous-traitance, et ça leur aurait coûté beaucoup moins cher s'ils avaient internalisé ces femmes. Hyatt a préféré augmenter leur taux horaire, leur donner des primes que même les salariéEs de l'hôtel n'ont pas, mais les maintenir en sous-traitance. C'est idéologique. L'intérêt sur le long terme, c'est d'abord la gestion du personnel: le turnover, les maladies professionnelles, etc. Sur tout ça, ils ne veulent rien savoir. Et la deuxième chose, c'est qu'ils savent qu'en internalisant, ça fait prendre conscience qu'on peut se battre tous ensemble autour d'un syndicat fort et revendiquer encore davantage de choses pour tout le monde. Ils veulent aussi supprimer les déléguéEs syndicaux de proximité pour la sous-traitance, et n'avoir que 20 déléguéEs pour 4500 salariéEs. Et ici les gens savent très bien que s'ils n'ont pas de déléguéEs de proximité qui bossent directement avec eux, à qui faire confiance, qu'ils peuvent contrôler aussi, ils vont être livrés aux syndicats pourris du nettoyage. Ils ont réussi à sortir de ce marasme avec la grève de 2013 et aujourd'hui ils ne veulent plus en entendre parler.

**Comment s'organise la grève?**

**Les grévistes:** Chaque soir, après le rassemblement devant l'hôtel, on se retrouve tous. Nous les déléguéEs on demande si on veut continuer la grève ou pas. Mais ils sont tellement déterminés qu'on n'a même pas fini nos phrases que déjà on nous dit: « On continue! » Cette grève on en parle depuis 3 ans. Puis on en a eu marre, on s'est dit que la direction se foutait de nous, qu'ils ne voulaient rien entendre. Comme d'habitude avec eux.

**Tiziri:** Ce qu'il faut c'est construire un rapport de forces sur le long terme. D'abord, on ne veut pas partir en grève si on n'a pas au moins 50% des personnes syndiquées à la CGT-HPE. Si les gens veulent vraiment se battre,

ça veut dire qu'ils peuvent déjà faire la démarche de la syndicalisation et construire un rapport de forces collectif. Aussi, il faut faire tout le travail de préparation de la grève, avec des réunions de discussion et c'est ce travail qui est le plus difficile et le plus sérieux. Il faut que tout le monde tienne toute la grève. Et si tu as ces deux choses, tu vas gagner. D'ailleurs en général nos grèves sont assez courtes avec cette méthode, elles peuvent même durer 24 ou 48h. Le moment pour faire une grève doit être aussi stratégique. Par exemple, tu fais grève quand l'hôtel est complet. À côté de ça on a une caisse de grève statutaire du syndicat. Notre syndicat paye aux grévistes 42 euros par jour grévé à partir du deuxième jour, avec quand même une limite: le budget de fonctionnement de notre syndicat. Souvent, on vote le principe de la reconductible dès les réunions de préparation.

Il faut aussi savoir surprendre pendant une grève. Par exemple, pour celle du Campanile Tour Eiffel (en juin 2017) qui était un peu spéciale car elle a duré longtemps (43 journées). Au bout de 3 mois de grève, alors qu'il n'y avait aucune négociation, on a rajouté une revendication. Ça veut dire que nous aussi, on y croit. On fait aussi un gros travail juridique. On ne prend pas énormément de dossiers aux prud'hommes mais pour les dossiers qu'on prend, on le fait à fond. Et quand les affaires sont gagnées, on demande aux salariéEs de faire un don au syndicat. Ça permet à la fois de payer les charges du syndicat mais ça permet aussi d'avoir son indépendance vis-à-vis des structures, ce qui est très important.

**Propos recueillis par Louise et Philippe**  
RDV tous les jours de 10h à 15h devant le 5 rue de la Paix, et après 15h derrière l'hôtel à la porte d'entrée des travailleuEs, rue Volney.  
Un comité de soutien est en train de se créer, nous vous tiendrons informés: n'hésitez pas à vous y investir!  
(Indispensable) soutien financier: <https://www.lepotcommun.fr/pot/1vpwil8t>

## Vu ailleurs

### « JAMAIS MA PENSION NE SERA SUFFISANTE POUR UN EHPAD »

J'ai déjà pris la hausse de la CSG dans les dents. Et maintenant, on nous annonce une revalorisation de nos pensions de seulement 0,3%, bien en dessous de l'inflation. Forcément, mon pouvoir d'achat en souffre! En fait, Emmanuel Macron m'a renvoyé à ma situation de 2011. D'habitude, ça augmente, bon an, mal an, on va vers du mieux. Là au contraire, je suis en train de reculer. Rien que pour la CSG, en comptant aussi le prix de ma mutuelle santé qui a augmenté de quelques euros, je perds plus de 500 euros par an, soit une quarantaine d'euros par mois, avec une pension passée de 1616 à 1573 euros. Macron veut nous faire passer pour des nantis... Mais qui a fait tourner pendant des années des boîtes, bien privilégiées, elles? Ce sont les retraités d'aujourd'hui! Et à ces entreprises pourtant, aujourd'hui, on ne demande pas de rendre l'argent... Ce n'est clairement pas elles qui vont payer mon Ehpad demain... Ça, c'est une vraie inquiétude: jamais ma pension ne sera suffisante. J'ai regardé les prix: aujourd'hui à Paris, il faut déboursé 3 000 euros par mois minimum pour un tel hébergement. On peut trouver moins cher, mais il faut aller loin. Pour payer la maison de retraite de mes parents, on a dû vendre leur maison. Mes enfants seront-ils obligés de faire pareil pour moi? Cela me rend amer. Avec mon épouse qui travaille encore et gagne à peine plus que moi, je ne dis pas qu'on vit mal. On n'est pas les plus à plaindre, mais on fait attention. On se limite sur les produits chers comme la viande. Mais regardez comment le prix de l'essence grimpe... Pour couronner le tout, on vient de recevoir notre taxe d'habitation: pas de trace de la ristourne de 30% vantée par le gouvernement. L'ardoise s'élève à 1800 euros, car on est dans une commune pauvre. On nous dit qu'il faut attendre 2020 voire 2021 pour que tout le monde y ait droit, mais il ne faut pas se leurrer. L'État n'a pas les moyens d'une telle réforme. Il devra trouver l'argent ailleurs, en augmentant par exemple la taxe foncière. Et ce sera à nouveau à nous de payer.

« Daniel, 73 ans, retraité de La Poste: « Jamais ma pension ne sera suffisante pour un Ehpad », Libération, 15 octobre 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

### Les revendications des grévistes

- Embauche directe de l'ensemble des salariéEs de la sous-traitance
- Augmentation des salaires à hauteur de 3 euros/heure et remboursement à 100% du ticket de transport pour les salariéEs de l'hôtel
- Mise en place de plusieurs représentants de proximité
- Diminution des cadences: 1 crédit = 1 heure
- Prime d'intéressement annuelle
- Ouverture d'un compte de pénibilité pour chaque salariéE
- Droit au 1% logement pour tout le personnel.

### L'image de la semaine

